



## Conseil Economique et Social

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1987/25  
9 mars 1987

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS/  
FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-troisième session  
Point 13 de l'ordre du jour

### QUESTION D'UNE CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT

#### Rapport du Groupe de travail sur un projet de convention relative aux droits de l'enfant

Président-Rapporteur : M. Adam Lopatka

#### TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION.....	3
I. <u>Dispositions adoptées par le Groupe de travail à sa session de 1987.....</u>	4
A. Article 6 bis, phrases à ajouter aux paragraphes 1 et 2..	4
B. Article 9, nouvel alinéa c).....	7
C. Article 10, phrase supplémentaire à ajouter au paragraphe 2.....	7
D. Article 12 bis, paragraphe 3.....	8
E. Article 16, adjonction d'un nouvel alinéa d) au paragraphe 1.....	10
F. Article 16 bis.....	13
G. Article 18 ter, quater et quinto.....	16
H. Article 21 ter.....	25

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Page</u>
II. <u>Propositions examinées par le Groupe de travail qui doivent faire l'objet d'une étude plus approfondie.....</u>	26
A. Article 5 bis.....	26
B. Article 7 ter.....	28
C. Article 14, nouveau paragraphe 4.....	30
D. Article 21, adjonction d'un nouveau paragraphe.....	31
E. Article 21 bis.....	32
F. Articles 22 et 23.....	33
III. <u>Autres propositions.....</u>	44
A. Nouvel article non numéroté.....	44
B. Article 15.....	44
C. Article 20.....	44
<u>Annexe - Propositions soumises par des délégations d'Etats, autres que celles qui figurent dans les parties II et III du rapport, qui n'ont pas encore été examinées par le Groupe de travail...</u>	46

## INTRODUCTION

1. Par la résolution 1986/59 qu'elle a adoptée à sa quarante-deuxième session, la Commission des droits de l'homme a décidé de poursuivre, à titre hautement prioritaire, ses travaux concernant l'élaboration du projet de convention relative aux droits de l'enfant et a prié le Conseil économique et social d'autoriser un groupe de travail à composition non limitée à se réunir pendant une semaine avant la quarante-troisième session de la Commission des droits de l'homme, en vue d'achever les travaux sur le projet de convention. Par sa résolution 1986/40 du 23 mai 1986, le Conseil a accédé à cette demande.

2. Le Groupe de travail a tenu 11 séances du 26 au 30 janvier 1987 et le 6 mars 1987. Il a adopté des phrases supplémentaires à ajouter aux paragraphes 1 et 2 de l'article 6 bis, un nouvel alinéa C à ajouter à l'article 9, une phrase supplémentaire à ajouter au paragraphe 2 de l'article 10, le paragraphe 3 de l'article 12 bis, l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 16, l'article 16 bis, l'article 18 ter, quater, et quinto, l'article 21 ter. L'annexe au présent rapport contient le texte des propositions présentées par les délégations des Etats autres que celles qui figurent dans le corps du rapport qui n'ont pas encore été examinées par le Groupe de travail. Par une note verbale du 30 janvier 1987, la Mission permanente du Maroc a demandé que ses observations sur le projet de convention soient portées à l'attention du Groupe de travail, elles figurent dans le document E/CN.4/1987/WG.1/WP.35.

Elections

3. A la première des séances que le Groupe de travail a tenues avant la session de la Commission, le 26 janvier 1987, M. Adam Lopatka (Pologne) a été élu Président-Rapporteur par acclamation.

Question des nouvelles propositions

4. Constatant qu'à chaque session, de nouvelles propositions d'articles ou d'amendements étaient soumises au Groupe de travail, plusieurs délégations ont exprimé leur crainte que le Groupe ne puisse pas terminer ses travaux en temps voulu. Il a été suggéré de fixer une date limite pour la présentation de nouvelles propositions.

Participation

5. Les représentants des Etats ci-après ont assisté aux séances du Groupe de travail qui étaient ouvertes à tous les membres de la Commission des droits de l'homme : Algérie, Allemagne, République fédérale d', Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Brésil, Bulgarie, Chine, Chypre, Colombie, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Iraq, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Pakistan, Pérou, République démocratique allemande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela et Yougoslavie.

6. Les Etats ci-après, non membres de la Commission des droits de l'homme, ont été représentés aux séances du Groupe de travail par des observateurs : Canada, Danemark, Finlande, Iran (République islamique d'), Maroc, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République arabe du Yémen, Saint-Siège, Suède et Suisse.

7. L'Organisation internationale du Travail, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ont été représentés au Groupe de travail par des observateurs.

8. les organisations non gouvernementales ci-après ont envoyé des observateurs au Groupe de travail : Amnesty International, Association internationale des juristes démocrates, Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille, Association mondiale pour l'école instrument de paix, Bureau international catholique de l'enfance, Bureau international de Radda Barnen, Comité international de la Croix-Rouge, Commission internationale de juristes, Communauté internationale Baha'ie, Conseil des points cardinaux, Conseil international de l'action sociale, Conseil international des femmes, Conseil international des femmes juives, Défense des enfants-International, Fédération abolitionniste internationale, Fédération internationale des femmes des carrières juridiques, Fédération internationale des femmes juristes, Human Rights Internet, Mouvement international ATD quart monde, Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples, Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire, Save the Children Fund, Service social international, Société antiesclavagiste, Union mondiale des femmes rurales et Zonta International.

I. Dispositions adoptées par le Groupe de travail à sa session de 1987

A. Article 6 bis, phrases à ajouter aux paragraphes 1 et 2

9. Le Groupe de travail était saisi d'une proposition soumise conjointement par les délégations des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la Pologne et de l'URSS tendant à ajouter une deuxième phrase au paragraphe 1 ainsi qu'une deuxième et une troisième phrases au paragraphe 2 de l'article 6 bis. Le texte de cette double proposition était ainsi libellé :

Deuxième phrase à ajouter au paragraphe 1

"Les Etats parties veillent en outre à ce que la présentation d'une telle demande n'entraîne pas en elle-même de conséquences fâcheuses pour la personne ou les personnes intéressées."

Deuxième et troisième phrases à ajouter au paragraphe 2

"A cet effet, les Etats parties respectent le droit qu'ont l'enfant et ses parents de quitter tout pays, y compris le leur, et de revenir dans leur propre pays. Le droit de quitter tout pays ne peut faire l'objet que des restrictions qui sont prescrites par la loi et qui sont nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui (et est compatible avec les autres droits reconnus dans la présente Convention)."

Deuxième phrase à ajouter au paragraphe 1

10. A l'occasion de l'examen de la proposition visant à ajouter une deuxième phrase au paragraphe 1 de l'article 6 bis, le représentant du Sénégal a émis l'idée que cette proposition n'avait pas sa place dans une convention internationale car il était évident que la présentation de la demande par un

enfant ou ses parents en vue d'entrer dans un Etat partie ou de le quitter aux fins de la réunification de la famille ne devait pas entraîner de conséquences fâcheuses pour les personnes intéressées. L'obligation qui était imposée aux Etats en vertu du paragraphe 1 de l'article 6 bis satisfaisait déjà, à son avis, aux préoccupations formulées dans la proposition. Après avoir expliqué que celle-ci reflétait, à tous égards, une préoccupation humanitaire - celle que l'unité et la réunification de la famille constituaient des droits fondamentaux qui devaient trouver place dans le projet de convention - le représentant des Etats-Unis a instamment demandé au Groupe de travail d'en adopter le texte.

11. La délégation néerlandaise, appuyée par l'observateur de la Finlande, a proposé de supprimer les mots "en elle-même" tandis que le représentant du Royaume-Uni estimait pour sa part que l'inclusion de ces mêmes mots se justifiait dans certaines circonstances, par exemple, quand des conséquences négatives pouvaient apparaître après que les Etats parties aient examiné les demandes de réunification de la famille de façon favorable, dans un esprit d'humanité et avec diligence, ou après que la famille ait été réunie. Le représentant de l'Autriche, qui partageait cette opinion, était lui aussi favorable au maintien de ces mots.

12. Selon l'observateur de la Finlande, les mots "la personne ou les personnes intéressées" figurant dans le membre de phrase "n'entraîne pas en elle-même de conséquences fâcheuses pour la personne ou les personnes intéressées" n'étaient pas suffisamment explicites. Il proposait le libellé suivant : "n'entraîne pas de conséquences fâcheuses pour les auteurs d'une telle demande et les membres de leurs familles". La délégation néerlandaise était favorable à cette proposition qui a également emporté l'adhésion du représentant des Etats-Unis d'Amérique.

13. Le Groupe de travail a ensuite adopté par consensus la phrase supplémentaire suivante à ajouter au paragraphe 1 de l'article 6 bis :

"Les Etats parties veillent en outre à ce que la présentation d'une telle demande n'entraîne pas de conséquences fâcheuses pour les auteurs d'une telle demande et les membres de leurs familles."

#### Deuxième et troisième phrases du paragraphe 2

14. L'observateur de la Finlande a présenté une version révisée de la proposition qu'avaient soumise les délégations des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la Pologne et de l'URSS, qui était ainsi libellée :

"2. Un enfant a le droit d'avoir [sauf circonstances exceptionnels,] des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents même quand l'enfant et ses parents vivent dans des Etats différents. A cet effet, les Etats parties respectent le droit qu'ont l'enfant et ses parents d'entrer sur leur territoire ou de le quitter à titre temporaire et, le cas échéant, de façon régulière. Les Etats parties prennent également toutes les mesures nécessaires pour favoriser et assurer l'exercice effectif de ce droit et pour garantir la réalisation de toutes conditions auxquelles l'exercice de ce droit pourrait être assujéti.

3. L'exécution des obligations visées dans le présent article [par les Etats parties] ne peut faire l'objet que des restrictions qui sont

prescrites par la loi et qui sont nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques ou les droits et les libertés d'autrui [et sont compatibles avec les autres droits reconnus dans la présente convention]."

15. L'observateur de la Finlande estimait que le libellé de la proposition révisée par lui était plus satisfaisant car il permettrait d'interpréter l'article de manière plus souple et, partant, de mieux garantir le droit de l'enfant d'avoir des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents dans les cas où l'enfant et ses parents vivent dans des Etats différents.

16. La proposition de l'observateur de la Finlande a été accueillie avec certaines réserves, et le Groupe de travail a décidé que le texte soumis par les délégations des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la Pologne et de l'URSS servirait de base de discussion.

17. Le représentant du Japon a proposé de remplacer dans ce texte "de revenir" par "d'entrer" afin de permettre à un enfant né à l'étranger d'entrer dans son pays. L'observateur de la Finlande a accepté cette suggestion. Le représentant de la France a proposé de remplacer, dans le texte anglais, les mots "respect the right of the child and his parents to leave any country" par "respect the right that the child and his parents have to leave any country". Le représentant de la République démocratique allemande a proposé d'ajouter les mots "et conformément à l'obligation incombant aux Etats parties, en vertu du paragraphe 2 de l'article 6" après les mots "A cet effet" et a accepté la proposition de la délégation japonaise. Le représentant de l'Australie a dit qu'il partageait son point de vue.

18. Les délégations des Pays-Bas et du Royaume-Uni se sont déclarées intéressées par la proposition révisée présentée par l'observateur de la Finlande. L'observateur des Pays-Bas a ajouté qu'il était disposé à s'associer à un consensus sur les phrases supplémentaires à ajouter au paragraphe 2 de l'article 6 bis étant entendu que, le moment venu, le Groupe de travail examinerait certains éléments contenus dans la proposition révisée présentée par l'observateur de la Finlande. La délégation finlandaise a déclaré qu'elle s'associerait à un consensus sur la base de la proposition que le Groupe de travail était en train d'examiner avec l'amendement de la délégation japonaise, elle se réservait le droit de revenir sur les questions qu'avaient soulevées sa proposition au moins lors de la deuxième lecture du projet et espérait que les délégations accepteraient alors certains des éléments contenus dans sa proposition révisée.

19. Le représentant de l'URSS a dit qu'il ne voyait pas ce qu'apportait le texte placé entre parenthèses à la fin de la proposition. Le Président a suggéré de supprimer les parenthèses. Le représentant des Etats-Unis a proposé quant à lui de supprimer dans le texte anglais, le mot "to" avant les mots "their own country" ainsi que la parenthèse placée à la fin de la proposition et de remplacer à l'avant-dernière ligne le mot "is" par le mot "are". La délégation sénégalaise a suggéré de supprimer les mots "A cet effet" au début de la proposition, mais les autres membres du Groupe de travail ne se sont pas ralliés à sa suggestion. La délégation polonaise a appuyé la proposition telle qu'elle avait été modifiée par les délégations du Japon et des Etats-Unis.

20. Le Groupe de travail a alors adopté les phrases supplémentaires suivantes à ajouter au paragraphe 2 de l'article 6, bis :

"A cet effet et conformément à l'obligation incombant aux Etats parties, en vertu du paragraphe 2 de l'article 6, les Etats parties respectent le droit qu'ont l'enfant et ses parents de quitter tout pays, y compris le leur, et de revenir dans leur propre pays. Le droit de quitter tout pays ne peut faire l'objet que des restrictions qui sont prescrites par la loi, nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui, et compatibles avec les autres droits reconnus dans la présente Convention."

B. Article 9, nouvel alinéa c)

21. Pour l'examen de cet article, le Groupe de travail était saisi d'une proposition de l'Union internationale pour les livres pour la jeunesse tendant à insérer un nouvel alinéa c), les alinéas c) et d) existants devenant d) et e), respectivement. Il était ainsi libellé :

"Encouragent, à tous les niveaux, l'alphabétisation et l'habitude de la lecture en produisant et en diffusant des livres pour enfants, ainsi que l'habitude de narrer des contes."

22. Le représentant de l'Autriche a dit qu'il approuvait l'idée qui était à la base de la proposition soumise par cette organisation non gouvernementale et a proposé de la libeller en des termes juridiques et il a soumis le texte suivant :

"Encouragent la production et la diffusion de livres pour enfants."

23. Les délégations de la France, de l'Italie et des Pays-Bas ont appuyé cette proposition et le Groupe de travail l'a adoptée par consensus.

C. Article 10, phrase supplémentaire à ajouter au paragraphe 2

24. Le représentant de l'Autriche a proposé d'ajouter au paragraphe 2 de l'article 10 une phrase supplémentaire ainsi libellée : "Pour tenir compte au mieux des intérêts de l'enfant, il est prêté particulièrement attention à l'origine ethnique, religieuse ou linguistique de l'enfant." Par la suite, les délégations de l'Autriche et des Pays-Bas ont modifié le membre de phrase "Pour tenir compte au mieux des intérêts de l'enfant" de la façon suivante "Lorsque l'on envisage d'assurer à l'enfant une protection familiale de remplacement".

25. L'observateur du Canada a appuyé cette proposition, mais a suggéré de remplacer les mots "il est prêté particulièrement attention" par "il est prêté dûment attention". L'observateur de la Finlande a appuyé cette suggestion. Le représentant du Royaume-Uni a proposé d'ajouter entre les mots "attention" et "à l'origine ethnique" le membre de phrase suivant : "du fait qu'il est souhaitable de préserver le mode d'éducation de l'enfant et" et de remplacer dans le dernier membre de phrase le mot "origine" par "identité". Le représentant de l'Union soviétique a proposé d'ajouter la phrase suivante : "Dans tous les cas, la décision prise devra tenir dûment compte des intérêts supérieurs de l'enfant."

26. Le représentant de l'Italie a appuyé la proposition de l'Union soviétique, mais la délégation néerlandaise a indiqué qu'elle avait des difficultés à l'accepter. Le représentant des Etats-Unis a proposé une formule de compromis qui a permis au Comité de sortir de l'impasse : il s'agissait d'ajouter "au mieux de ses intérêts" après les mots "une protection familiale de remplacement". En effet, ceux qui veulent assurer à l'enfant une protection familiale de remplacement doivent prendre en compte des facteurs tels que la continuité de l'éducation et de l'identité de l'enfant, mais leur premier souci doit être d'agir au mieux des intérêts de l'enfant. Cette proposition a recueilli l'adhésion des délégations de l'Australie, de la Norvège, de l'URSS et du Yémen. La délégation soviétique s'est déclarée préoccupée par le fait que la proposition dans son ensemble, telle qu'elle avait été modifiée jusqu'alors, risquait de créer des difficultés dans des situations telles que la guerre, où il est souvent impossible de placer des orphelins dans des familles ayant la même identité ethnique, religieuse ou linguistique. Elle souhaitait, en conséquence, ajouter les mots "lorsque c'est possible" après le mot "attention". La délégation finlandaise n'a pas trouvé cette proposition entièrement satisfaisante et a proposé l'amendement suivant : "Les Etats parties tiendront dûment compte, le cas échéant, de l'identité ethnique, religieuse ou linguistique de l'enfant".

27. Après une déclaration du Conseil des points cardinaux et un nouvel échange de vues, les délégations de la Finlande et de l'URSS ont retiré leurs propositions et le Groupe de travail a adopté la phrase supplémentaire ci-après à ajouter au paragraphe 2 de l'article 10 :

"Lorsque l'on envisage d'assurer à l'enfant une protection familiale de remplacement, au mieux de ses intérêts, il doit être tenu dûment compte du fait qu'il est souhaitable de préserver le mode d'éducation de l'enfant et son identité ethnique, religieuse ou linguistique."

#### D. Article 12 bis, paragraphe 3

28. Le Groupe de travail a décidé d'examiner une proposition émanant du Groupe ad hoc informel des ONG sur la rédaction de la Convention relative aux droits de l'enfant et qui était ainsi libellée :

"Les Etats parties à la présente Convention s'efforcent d'abolir les pratiques traditionnelles nuisibles à la santé des enfants et prennent toutes les mesures nécessaires, notamment dans les domaines législatif, administratif, social et éducatif, pour que les enfants n'y soient pas soumis."

29. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que la notion de pratiques traditionnelles pouvait se prêter à une interprétation plus large que celle qu'avaient prévue les auteurs de la proposition, il convenait donc de préciser le libellé de la proposition de façon à ce qu'il n'y ait aucun doute sur son sens. On pouvait aussi se demander si les "pratiques traditionnelles nuisibles à la santé des enfants" dont il était question visaient l'excision. La délégation sénégalaise a conseillé de faire preuve de prudence pour les questions qui faisaient intervenir des valeurs culturelles différentes, soulignant le risque qu'il y avait que de telles pratiques deviennent clandestines, si elles étaient interdites par la législation nationale.



30. L'observateur du Canada a dit qu'il fallait certes tenir le plus grand compte des observations du représentant du Sénégal, mais elle se demandait si on ne pourrait pas concilier ses préoccupations et celles de la délégation britannique en modifiant la proposition à l'examen en ajoutant le mot "gravement" avant le mot "nuisibles", les mots "par tous les moyens appropriés" après "s'efforcent", pour indiquer que des moyens autres que des mesures législatives sont acceptables, et les mots "y compris l'excision" après "pratiques traditionnelles" afin de préciser la teneur du projet d'article. Le représentant de l'Australie s'est déclaré en faveur de l'inclusion d'un article ainsi conçu et a suggéré d'ajouter les mots "physique ou mentale" après "la santé". Il a en outre proposé d'insérer la disposition à l'examen dans l'article 12 bis du projet de convention relatif à la santé.

31. Le représentant du Sénégal a fait une nouvelle proposition ainsi conçue :

"Les Etats parties à la présente Convention s'efforceront, dans toute la mesure du possible, de prendre les mesures efficaces appropriées pour lutter contre les pratiques traditionnelles affectant la santé des enfants."

32. La délégation canadienne a proposé de remplacer le mot "affectant" par "gravement nuisibles", le représentant des Pays-Bas a estimé que les obligations souscrites par les Etats n'étaient pas assez efficaces et que le mot "s'efforceront" devait être remplacé par un terme plus énergique. Il souhaitait en outre que la nouvelle disposition que le Groupe de travail était en train d'examiner remplace le paragraphe 3 existant de l'article 12 bis, qui deviendrait le paragraphe 4.

33. Le représentant du Sénégal a dit qu'à son avis il fallait conserver le mot "affectant" dans le texte, et la délégation australienne a dit que, pour que le sens du texte soit clair, il fallait rendre en anglais le membre de phrase "pratiques traditionnelles affectant la santé des enfants" par "traditional practices adversely affecting the health of children". Le représentant des Pays-Bas a souscrit à cette proposition. La délégation des Etats-Unis a alors proposé de remplacer les mots "pour lutter contre les pratiques traditionnelles affectant la santé des enfants" figurant à la fin de la phrase par "en vue d'abolir les pratiques traditionnelles qui affectent gravement et négativement la santé des enfants".

34. A l'issue d'un débat sur le sens des mots français "affectant" et "affectent" et des mots anglais "affecting" ou "affect", qualifiés par les adverbes "adversely" ou "seriously" proposés par les délégations australienne et américaine respectivement, et la position du représentant du Sénégal qui estimait que le mot "affectant" n'appelait pas d'adverbe, la délégation française a proposé de dire : "les pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des enfants". Le représentant du Sénégal s'est rallié à cette proposition. La représentante de l'Italie, se référant aux recommandations de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme sur ce problème (Nairobi, 1985), a fait observer que l'excision était pratiquée sur les fillettes sans leur consentement, souvent sans aucune précaution prophylactique et en leur infligeant de grandes souffrances. Tout en reconnaissant l'importance de la pluralité des cultures, elle a insisté sur la nécessité d'une évolution des attitudes pour éliminer ce problème.

35. Les délégations du Royaume-Uni et des Etats-Unis ont toutes deux suggéré d'introduire à la fin du texte proposé la notion d'excision. Le représentant du Royaume-Uni a proposé la formule ", en particulier l'excision," et celui des Etats-Unis ", y compris par exemple l'excision,". Le représentant des Etats-Unis a expliqué que le but de cet amendement était d'assurer que le groupe mentionne expressément la pratique traditionnelle qui était la plus préoccupante et renforce la teneur des mots "pratiques traditionnelles". En outre, ce membre de phrase montrerait que les pratiques à abolir étaient celles qui présentaient un caractère de gravité.

36. Le représentant du Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples a dit qu'il ne croyait pas nécessaire de mentionner expressément l'excision car il existait d'autres "pratiques traditionnelles" qui étaient aussi préjudiciables, par exemple les préférences données dans les soins aux enfants, notamment en ce qui concernait l'alimentation des enfants de sexe masculin.

37. Le représentant du Sénégal a donné lecture d'une proposition révisée qui se lisait comme suit :

"Les Etats parties à la présente Convention s'efforceront de prendre toutes les mesures efficaces et appropriées en vue d'abolir les pratiques traditionnelles affectant la santé des enfants."

La délégation canadienne a accepté le texte proposé par le représentant du Sénégal et a déclaré qu'elle considérerait comme entendu que les termes "pratiques traditionnelles" englobaient toutes les pratiques décrites dans le rapport de 1986 du Groupe de travail des pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants (E/CN.4/1986/42). Les délégations du Japon, de la Suède et du Vénézuëla ont déclaré qu'elles partageaient le point de vue de la délégation canadienne quant à l'interprétation à donner aux termes "pratiques traditionnelles".

38. La délégation néerlandaise a dit qu'elle acceptait le texte proposé par le Sénégal à condition qu'on y ajoute l'amendement proposé par les Etats-Unis concernant la pratique de l'excision, mais le représentant du Sénégal a déclaré à nouveau qu'il était opposé à ce qu'on insère cet amendement dans le texte de la disposition. La délégation finlandaise a déclaré qu'elle acceptait la proposition du Sénégal à la condition qu'il soit entendu que le terme "santé" devait être interprété dans un sens très large.

39. Les délégations de l'Italie, du Japon, du Mexique, des Pays-Bas, de la Norvège et de la Suède ont déclaré qu'elles pouvaient accepter la proposition révisée dont le représentant du Sénégal avait donné lecture. Le Groupe de travail a ensuite adopté par consensus cette proposition, libellée comme suit :

"Les Etats Parties à la présente Convention s'efforceront de prendre toutes les mesures efficaces et appropriées en vue d'abolir les pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des enfants."

E. Article 16, adjonction d'un nouvel alinéa d) au paragraphe 1

40. A la session du Groupe de travail de 1985, la délégation algérienne avait proposé d'ajouter à l'article 16 le nouveau paragraphe 3 ci-après :

"L'éducation des enfants doit se faire dans un climat social imprégné des valeurs nationales et de l'identité culturelle des enfants, dans le respect des civilisations différentes des leurs et des droits des peuples. En aucun cas, les enfants des pays encore soumis à la domination coloniale et à l'occupation étrangère, à des régimes racistes, ne peuvent se voir privés de leur identité culturelle et nationale."

41. Cette proposition a reçu l'appui des représentants de l'Argentine, de la Chine et du Venezuela. Si la seconde phrase de la proposition ne leur posait aucun problème, les délégations néerlandaise et britannique ont cependant demandé des précisions sur la première phrase et en particulier sur la signification du concept d'identité culturelle. L'observatrice du Canada a été d'avis que si cet article mettait l'accent sur les valeurs nationales, il risquait d'être en conflit avec l'article 16 bis qui visait à préserver le patrimoine des enfants issus de minorités ethniques. Elle a également demandé des éclaircissements sur la compatibilité de cette proposition avec le paragraphe 1 b) de l'article 16.

42. L'observatrice du Canada a jugé en outre ambigus les mots suivants de cette proposition : "des valeurs nationales et de l'identité culturelle des enfants". S'agissait-il des valeurs nationales et de l'identité culturelle de l'enfant de l'Etat ou des parents ? Dans un Etat pluriculturel, il n'était pas facile de répondre à cette question. Il y avait par ailleurs, lieu de se demander ce que recouvrait au juste l'expression "droits des peuples" en dehors du droit à l'autodétermination qui figurait parmi les droits fondamentaux énoncés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et était déjà visé au paragraphe 1 a) de l'article 16 par les mots "de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales".

43. Selon le représentant de la France la proposition, telle qu'elle était formulée, posait quelques problèmes à l'égard, en particulier, du climat social auquel elle se référait. Il paraissait préférable de dire que l'éducation des enfants devait se faire dans le respect de leur identité culturelle, des valeurs nationales et des civilisations différentes des leurs ainsi que des droits des peuples. Le représentant de l'URSS a estimé que les idées dont s'inspirait la proposition étaient très importantes et a suggéré de remplacer, dans la première phrase, le mot "identité" par "traditions" et, dans la seconde les mots "leur identité culturelle et nationale" par "leur propre culture et leurs propres traditions nationales".

44. Le Président a demandé à la délégation algérienne de donner lecture au Groupe de travail de la version modifiée de sa proposition qui était ainsi conçue :

"L'éducation des enfants doit se faire dans le respect de leur identité culturelle, de leurs valeurs nationales, des civilisations différentes des leurs et du droit des peuples. En aucun cas, ils ne pourraient en être privés par la domination coloniale ou l'occupation étrangère".

45. Les représentants de l'Argentine, de la Chine, de Chypre, de l'Iraq et du Venezuela ont appuyé ce texte. De l'avis du représentant des Etats-Unis il n'était pas sûr que cette proposition aille dans le sens de l'esprit de la convention envisagée. Par ailleurs, la notion de droits des peuples posait des difficultés au représentant de l'Autriche qui aurait préféré qu'elle n'apparaisse pas dans le texte de cette disposition. Au cours de l'échange de

vues qui a eu ensuite lieu on a, notamment, jugé le libellé imprécis et on s'est posé la question de savoir si la proposition ne reprenait pas ou ne contredisait pas les dispositions de l'article 16 (adopté) ou certaines autres dispositions du projet de convention.

46. Le représentant de Chypre a déclaré qu'en aucun cas les enfants des pays encore soumis à la domination coloniale ou à l'occupation étrangère ne pouvaient être privés de l'éducation à laquelle il était fait référence dans la première phrase de la proposition algérienne. Il a proposé de remplacer l'expression "droits des peuples" par "droits de l'homme et des libertés fondamentales". La délégation canadienne a appuyé cette proposition.

47. La délégation sénégalaise a proposé d'insérer, dans la première phrase, les mots "cadre du" entre les mots "doit se faire dans le" et "respect de leur identité culturelle". Jugeant que la proposition demeurerait ambiguë, le représentant de l'Australie a suggéré la possibilité de supprimer, dans la première phrase de la version révisée, le mot "culturelle" et d'insérer après les mots "leur identité" les mots suivants : "et de leurs valeurs culturelles, des valeurs du pays dans lequel ils vivent et des civilisations différentes des leurs".

48. Le représentant de Chypre a proposé de modifier le libellé suggéré par la délégation australienne ("... des valeurs du pays dans lequel ils vivent") de la façon suivante : "des valeurs du pays qui est le leur" mais la délégation canadienne a indiqué qu'elle préférerait la tournure "du pays/de la nation dans lequel ils vivent". La délégation britannique aurait préféré, quant à elle, ajouter le mot "propre" entre les mots "dans le respect de leur" et "identité culturelle".

49. Compte tenu des vues exprimées au cours du débat, le représentant de l'Australie a donné lecture du texte révisé suivant :

"L'éducation des enfants doit se faire dans le cadre du respect de l'identité et des valeurs culturelles propres de l'enfant, des valeurs nationales du pays dans lequel il vit, des civilisations différentes de la sienne et des droits de l'homme et des libertés fondamentales. En aucun cas, l'enfant ne pourrait en être privé par la domination coloniale ou l'occupation étrangère."

50. Le représentant de l'Australie a fait remarquer que le pronom "en", utilisé dans la deuxième phrase de la proposition dont il venait de donner lecture, était ambigu. Pour supprimer cette ambiguïté, le Président a proposé de supprimer ce pronom et d'ajouter "de cette éducation" après "être privés". Cette proposition a été appuyée par le représentant du Royaume-Uni.

51. La délégation des Etats-Unis a indiqué qu'elle ne pourrait se rallier à un consensus sur la seconde phrase de la proposition algérienne, étant donné que les droits énoncés dans la Convention visaient les enfants vivant dans des Etats ayant divers systèmes politiques et non seulement dans des pays soumis à "la domination coloniale et à l'occupation étrangère". Cette phrase en outre était superflue, d'un point de vue juridique, puisqu'en ratifiant la Convention ou en y adhérant les Etats prendraient déjà l'engagement de ne pas priver les enfants des droits qui y étaient énoncés.

52. S'agissant de la première phrase de la proposition à l'examen, le représentant des Pays-Bas a suggéré d'en faire le paragraphe 1 d) de l'article 16 qui commencerait par les mots "Inculquer le" au lieu de "L'éducation des enfants doit se faire dans le cadre du". Les délégations australienne et soviétique ont souscrit sans réserve à cette proposition.

53. La représentante de l'Algérie s'est dite en mesure d'adopter la première phrase si la seconde, qui avait trait à l'éducation des enfants vivant dans des pays soumis à l'occupation étrangère ou à la domination coloniale, l'était aussi. Le Groupe de travail a ensuite adopté la première phrase de la proposition considérée, à savoir :

"Inculquer à l'enfant le respect de son identité et de ses valeurs culturelles, des valeurs nationales du pays dans lequel il vit, des civilisations différentes de la sienne, et des droits de l'homme et des libertés fondamentales."

Le Président a déclaré clos le débat sur la proposition algérienne.

F. Article 16 bis

54. Pour l'examen de cet article, le Groupe de travail était saisi d'une proposition de la délégation norvégienne ainsi conçue :

"Dans les Etats où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, ou des populations autochtones, un enfant appartenant à une telle population ne peut être privé du droit d'avoir, en commun avec les autres membres de sa minorité ou de sa population autochtone, sa propre vie culturelle, de professer et de pratiquer sa propre religion, d'employer sa propre langue ou de s'instruire dans celle-ci."

Le représentant de l'Australie a exprimé le voeu que le Groupe examine également une proposition du Conseil des points cardinaux dont le texte était le suivant :

"Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent les besoins particuliers des enfants appartenant à des populations autochtones, ce qui inclut le droit de l'enfant :

a) D'avoir, de connaître et, s'il le souhaite, d'adopter la culture et la langue de ses parents,

b) De jouir de sa famille d'origine et, en cas d'adoption ou de prise en charge par une autre famille, d'être adopté ou pris en charge par une famille ou une communauté de même culture, si possible,

c) D'être éduqué, au moins au niveau élémentaire, et dans la mesure où les ressources nationales le permettent, dans la langue de ses parents, ainsi que dans une langue officielle de l'Etat."

55. La délégation norvégienne a estimé que les droits en question devaient s'étendre aux enfants appartenant à des groupes tant autochtones que minoritaires. Le représentant de l'Italie a insisté sur la nécessité de respecter, dans les pays ayant des minorités ethniques, la culture de ces

minorités et l'emploi de leur propre langue au sein de leur groupe. L'observateur de la Finlande a souligné qu'il importait qu'un enfant jouisse du droit à ce que l'instruction lui soit donnée dans sa propre langue et a formulé le vœu de voir ce principe inscrit dans le projet de convention.

56. De l'avis du Président, les deux propositions à l'examen se ressemblaient, celle de la Norvège ayant cependant un caractère plus général, alors que celle du Conseil des points cardinaux était plus détaillée. Il a suggéré qu'une équipe de travail composée de l'Australie, de la Norvège et du Conseil des points cardinaux fusionne ces deux propositions en une seule. La représentante du Venezuela a souligné l'intérêt qu'elle portait à ces dispositions, en ce qui concernait, notamment, l'alinéa b) de la seconde proposition touchant les facteurs culturels dans le placement familial et l'adoption, il s'agissait, en effet, d'un besoin légitime des enfants n'appartenant pas au groupe majoritaire. Elle a donc expressément demandé que l'équipe de travail examine spécifiquement cet alinéa.

57. Les délégations de l'Australie, de l'Autriche, des Pays-Bas, de la Pologne, de la République démocratique allemande et de la Suède ont dit préférer la proposition norvégienne qui était plus générale et plus proche du droit actuel. L'observatrice du Canada a fait ressortir l'intérêt considérable que les questions des minorités et des populations autochtones présentaient pour sa délégation et a précisé que son pays s'en occupait très activement. Elle a appelé l'attention du Groupe de travail sur le fait que ces questions étaient déjà examinées par deux groupes de travail de la Commission dont l'un s'occupait des populations autochtones et l'autre des minorités, et qu'il serait donc peut-être préférable d'utiliser la proposition norvégienne qui s'appuyait sur l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de ne pas trop s'éloigner des textes déjà adoptés, sans déborder sur des sujets dont on traitait ailleurs.

58. Les délégations des Etats-Unis, de l'Inde, du Japon et du Mexique se sont dites préoccupées des dispositions qui, dans les deux propositions, semblaient imposer aux Etats le devoir d'instruire les enfants dans leur langue autochtone ou dans celle de leur groupe minoritaire. La délégation norvégienne a alors accepté de supprimer dans sa proposition les mots "ou de s'instruire dans celle-ci".

59. Le représentant des Etats-Unis a indiqué qu'il préférerait utiliser l'expression "members of their group" ("membres de son groupe") au lieu de "membres de sa minorité ou de sa population autochtone". La délégation britannique a appuyé cette proposition tout en suggérant d'employer en anglais l'adjectif possessif "its" plutôt que "their", ce à quoi ont souscrit les représentants de l'Italie et du Japon. La délégation néerlandaise a elle aussi approuvé la proposition britannique mais, s'agissant du membre de phrase "un enfant appartenant à une telle population", elle a précisé qu'elle lui préférerait les mots "un enfant appartenant à une telle minorité ou à une telle population".

60. Pour ce qui est de l'alinéa b) de la proposition du Conseil des points cardinaux, les délégations autrichienne et canadienne ont estimé que les questions de l'adoption et de l'éducation devraient être examinées non pas dans le cadre de l'article 16 bis mais à l'occasion de la deuxième lecture du projet de convention (délégation autrichienne) ou à propos d'autres articles (délégation canadienne). La représentante du Venezuela n'a pas été en mesure de se ranger à leur avis.

61. Le Président ayant demandé qu'une équipe de travail composée de l'Australie, de la Norvège et du Conseil des points cardinaux, et auxquels s'était jointe la Finlande, élabore un texte de compromis, les représentants de la Norvège et du Conseil des points cardinaux ont soumis le texte suivant

"1. Les Etats parties à la présente Convention prennent toutes les mesures appropriées en vue de protéger et de promouvoir le patrimoine linguistique, culturel et religieux des enfants appartenant à des populations autochtones ou à des minorités ethniques, linguistiques ou religieuses.

2. En particulier, lorsque les intérêts supérieurs de l'enfant appellent un placement familial ou une adoption, les Etats parties évitent, si possible, de séparer les enfants de leur propre groupe ou communauté."

62. Selon les délégations des Etats-Unis, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, il serait préférable que le texte initial de la proposition norvégienne, tel que modifié par le Groupe de travail, et le paragraphe 2 du texte de compromis constituent respectivement les paragraphes 1 et 2 de l'article 16 bis.

63. Le représentant de l'Autriche, favorable au texte initial de la proposition norvégienne, a estimé que l'on pourrait faire figurer le paragraphe 2 du texte de compromis parmi les dispositions traitant du placement familial ou de l'adoption, lorsque le projet de convention serait examiné en deuxième lecture. Les représentants de l'Argentine et de la France ont aussi indiqué leur préférence pour le texte initial de la proposition norvégienne.

64. L'observatrice du Canada a suggéré d'examiner le paragraphe 2 du texte de compromis en même temps que l'article traitant de l'adoption. Dans sa formulation actuelle toutefois, ce paragraphe tendrait à faire supposer que les enfants des minorités et des populations autochtones avaient plus de droits que les enfants issus de la majorité. Pour ce qui était du paragraphe 1, la délégation canadienne était en mesure d'en accepter le libellé, mais les observations faites par d'autres délégations laissaient à penser que le Groupe aurait peut-être des difficultés à adopter un texte qui s'écarterait trop de l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

65. La représentante du Venezuela a réaffirmé qu'il fallait, à son avis, maintenir à l'article 16 bis le paragraphe 2 de la proposition de compromis. La délégation britannique ne souscrivant pas, quant à elle, à la formulation négative de ce paragraphe, a suggéré le libellé suivant : "Les Etats parties s'efforcent, dans la mesure du possible et lorsque les intérêts supérieurs de l'enfant l'exigent, de faire en sorte qu'il soit placé dans sa communauté ethnique, religieuse ou linguistique.", et a proposé d'en faire un paragraphe supplémentaire de l'article 10 du projet de convention.

66. De l'avis de la délégation néerlandaise, la proposition britannique allait trop loin mais les délégations autrichienne et vénézuélienne ont accepté l'idée d'ajouter à l'article 10 du projet de Convention une disposition sur l'adoption et le placement familial. En tant que coauteur du texte, la délégation norvégienne s'est déclarée prête à incorporer le

paragraphe 2 à l'article 10. Le représentant du Conseil des points cardinaux a pleinement souscrit à la proposition britannique à condition de remplacer les mots "lorsque les intérêts supérieurs de l'enfant l'exigent" par "lorsqu'une telle décision n'est pas par ailleurs contraire aux intérêts supérieurs de l'enfant". Cette dernière proposition n'a pas toutefois entièrement satisfait la délégation néerlandaise.

67. Le représentant du Brésil a proposé d'insérer au début du paragraphe 1 de la proposition de compromis les mots suivants : "Reconnaissant les besoins particuliers des enfants appartenant à des communautés ethniques, religieuses ou linguistiques,". La délégation britannique n'a pas été en mesure d'accepter les amendements proposés par les représentants du Brésil et du Conseil des points cardinaux.

68. Après un nouvel échange de vues, le Président a estimé que le Groupe de travail préférerait le texte initial de la proposition norvégienne. Le représentant de la Norvège a alors donné lecture du texte initial de sa proposition tel qu'il avait été modifié et qui était libellé comme suit :

"Dans les Etats où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques ou des populations autochtones, un enfant appartenant à une telle minorité ou à une telle population ne peut être privé du droit d'avoir, en commun avec les autres membres de son groupe, sa propre vie culturelle, de profession et de pratiquer sa propre religion, ou d'employer sa propre langue."

69. Les délégations de l'Australie, du Canada, des Etats-Unis, de l'Inde, du Mexique et de la République démocratique allemande ont accepté ce texte et le Groupe de travail l'a adopté par consensus en tant qu'article 16 bis.

70. La délégation des Etats-Unis a pris part au consensus, étant entendu que les futurs Etats parties exprimeraient là une intention générale de ne pas porter atteinte aux droits existants des membres des minorités ou des populations autochtones de jouir de leur culture, de pratiquer leur religion ou d'utiliser leur propre langue entre eux, sans que ces Etats s'engagent pour autant à fournir des ressources à cet effet.

#### G. Article 18 ter, quater et quinto

71. A sa session de 1987, le Groupe de travail était saisi à cet égard des propositions suivantes :

#### Article 18 ter (Protection de l'enfant contre l'exploitation sexuelle)

Proposition soumise par la France et les Pays-Bas.

"Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation, en particulier l'exploitation sexuelle, ainsi que contre tout traitement dégradant et tous les actes portant atteinte à l'intégrité morale, spirituelle, mentale ou physique de l'enfant."



Proposition soumise par le Groupe ad hoc informel des ONG sur la rédaction de la Convention.

"Les Etats parties à la présente Convention veillent à ce que l'enfant soit protégé de toute forme d'exploitation sexuelle. A cet effet, ils conviennent de prendre toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives nécessaires pour empêcher en particulier :

- 1) la prostitution des enfants et
- 2) l'emploi d'enfants dans des représentations et des productions à caractère pornographique.

Ces mesures prévoient des sanctions ou des peines appropriées applicables à toute personne qui, par un moyen quelconque, amène l'enfant à se livrer à l'une des pratiques visées ci-dessus."

Article 18 quinto (Prévention de la vente ou de la traite d'enfants)

Proposition soumise par le Groupe ad hoc informel des ONG sur la rédaction de la Convention.

"Les Etats parties à la présente Convention prennent toutes les mesures nationales, bilatérales et multilatérales nécessaires pour empêcher la vente ou la traite d'enfants sous quelque forme que ce soit."

72. Les délégations du Mexique, du Sénégal, du Venezuela, de l'OIT et le Groupe ad hoc informel des ONG ont exprimé l'avis que deux articles distincts s'imposaient, l'un qui protège l'enfant de l'exploitation sexuelle et l'autre qui le protège spécifiquement de la vente ou de la traite d'enfants. Le problème de la vente ou de la traite d'enfants était plus vaste que celui de l'exploitation sexuelle, car les raisons en étaient multiples : exploitation économique, exploitation sexuelle et violences sexuelles, ainsi que certaines pratiques touchant l'adoption ou le travail. La traite et la vente des enfants avaient des ramifications internationales et la protection des enfants exigeait des mesures bilatérales et multilatérales.

73. Le Président, appuyé par les délégations de l'Australie et des Etats-Unis, a proposé un article comportant deux paragraphes, l'un traitant de l'exploitation sexuelle et des traitements dégradants et l'autre de la vente et de la traite des enfants. L'attention a été appelée sur l'article 8 bis qui prévoit des mesures protégeant l'enfant contre les mauvais traitements, y compris la violence sexuelle de la part de ceux à qui il est confié.

74. La version révisée ci-après de l'article 18 ter a été soumise par le Canada et les Etats-Unis :

"1. Les Etats parties s'engagent à protéger l'enfant de l'exploitation, y compris l'exploitation sexuelle et le viol.

2. A cet effet, les Etats parties doivent en particulier

- a) interdire

- i) l'enlèvement et la vente ou la traite d'enfants,
- ii) l'emploi d'enfants à des fins de prostitution, de pornographie et de toute autre activité sexuelle illégale et leur participation à ce type d'activité.

b) prendre toutes les mesures appropriées, et notamment imposer des peines ou d'autres sanctions, pour assurer la stricte application du présent article."

A cet égard, le représentant de la France a exprimé l'opinion que l'article 18 ter proposé à l'origine par les délégations de la France et des Pays-Bas avait une portée plus vaste. Le principal objectif de cette proposition était de protéger l'enfant contre tous les actes portant atteinte à son intégrité morale, spirituelle, mentale ou physique. Il a suggéré de retenir cette proposition et d'y ajouter des paragraphes traitant spécifiquement de l'exploitation des enfants à des fins sexuelles, de pornographie ou de prostitution. Plusieurs délégations (Mexique, Sénégal, URSS et Venezuela) ont maintenu leur position en faveur d'un article distinct sur la traite des enfants à des fins autres que sexuelles. Le représentant de l'URSS s'est référé à l'article déjà adopté sur l'exploitation économique (article 18) et a appuyé la proposition de la France et des Pays-Bas. Le représentant de la Norvège a proposé de mentionner expressément la diffusion et la vente commerciale de productions à caractère pornographique mettant en scène des enfants qui constituaient un aspect important de l'exploitation sexuelle. Le représentant du Royaume-Uni a estimé que les expressions "traitement dégradant" et "actes portant atteinte à l'intégrité morale, spirituelle, mentale ou physique de l'enfant" étaient trop vagues et qu'il fallait en préciser le sens.

75. Le représentant du Sénégal a proposé de faire de l'article 18 quinto le troisième paragraphe de l'article 18 ter révisé, et de reformuler l'ensemble de la disposition comme suit :

"1. Les Etats parties s'engagent à protéger l'enfant contre l'exploitation sexuelle et le viol.

2. A cet effet, les Etats parties doivent en particulier

a) interdire l'emploi d'enfants à des fins de prostitution, de pornographie et de toute autre activité sexuelle illégale et leur participation à ce type d'activité.

b) prendre toutes les mesures appropriées, et notamment imposer des peines ou d'autres sanctions, pour assurer la stricte application du présent article.

3. Les Etats parties à la présente Convention prennent toutes les mesures nationales, bilatérales et multilatérales nécessaires pour empêcher la vente ou la traite d'enfants sous quelque forme que ce soit."

L'observateur de la Finlande a exprimé sa préférence pour l'article 18 ter, proposé initialement, qui avait une portée plus large.

76. Compte tenu des débats, le Président a présenté pour l'article 18 ter la proposition suivante :

"1. Les Etats parties s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation sociale.

2. A cet effet, les Etats parties doivent en particulier

a) interdire l'emploi d'enfants à des fins de prostitution, de pornographie et de toute autre activité sexuelle illégale et leur participation à ce type d'activité,

b) prendre toutes les mesures appropriées, et notamment imposer des peines ou d'autres sanctions, pour assurer la stricte application du présent article.

3. Les Etats parties à la présente Convention prennent toutes les mesures nationales, bilatérales et multilatérales nécessaires pour empêcher la vente ou la traite d'enfants sous quelque forme que ce soit."

77. La délégation brésilienne a présenté la proposition suivante :

"1. Les Etats parties s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation sociale, y compris contre l'exploitation sexuelle et le viol.

2. A cet effet, les Etats parties doivent en particulier

a) interdire, y compris à des fins de prostitution, de pornographie et de toute autre activité sexuelle illégale ;

1) l'enlèvement d'enfants et la vente et la traite d'enfants,

2) l'utilisation et la participation d'enfants pour l'une quelconque de ces formes d'exploitation sociale.

b) prendre toutes les mesures appropriées, et notamment imposer des peines ou d'autres sanctions, pour assurer la stricte application du présent article."

Le représentant de la France a souligné l'imprécision de l'expression "exploitation sociale". Elle était à son avis trop restrictive, et il fallait assurer à l'enfant une protection plus large. Il a proposé de réviser le paragraphe 1 du projet du Président comme suit :

"1. Les Etats parties à la présente Convention prennent toutes les mesures appropriées pour protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation sociale, ainsi que contre toutes les formes de traitement dégradant et tous les actes portant atteinte à l'intégrité morale, spirituelle, mentale ou physique de l'enfant."

Les paragraphes 2 et 3 resteraient inchangés.

78. La représentante du Venezuela a dit qu'il faudrait envisager les formes d'exploitation selon un ordre de progression logique : l'exploitation économique était déjà traitée dans l'article 18, et l'article 18 bis traitait de la protection contre l'usage illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, l'article 18 ter devrait donc traiter de la protection contre l'exploitation sexuelle, l'article 18 quater de l'interdiction de la vente ou de la traite des enfants et l'article 18 quinto de la protection de l'enfant contre toutes autres formes d'exploitation.

79. Le Groupe de travail n'étant pas parvenu à un consensus sur cet article, le Président a invité les délégations du Brésil, des Etats-Unis, de la France, des Pays-Bas et du Venezuela à tenir des consultations informelles en vue d'élaborer un texte commun. A la suite de ces consultations, trois projets d'articles (A, B et C) ont été présentés. Le Président a suggéré que le Groupe de travail examine en premier l'article B (futur article 18 quater).

Article 18 quater (projet d'article B)

80. Le texte de ce projet d'article était le suivant :

"Les Etats parties à la présente Convention prennent toutes les mesures nationales, bilatérales et multilatérales nécessaires pour empêcher l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants sous quelque forme que ce soit et à quelque fin que ce soit."

Les délégations de l'Autriche et de la Finlande ont indiqué qu'elles avaient des difficultés à accepter que l'on ajoute l'"enlèvement" à la vente ou à la traite d'enfants. Le terme "enlèvement" était large et évoquait des questions délicates et controversées et des difficultés ne manqueraient pas de s'élever en ce qui concernait les peines et les sanctions punissant l'enlèvement d'enfants. Le terme "enlèvement" avait déjà un sens précis dans les traités internationaux et il n'était pas approprié de l'employer dans le contexte des projets d'articles à l'examen.

81. La représentante du Venezuela a estimé qu'il fallait s'occuper du phénomène des disparitions d'enfants. Certes, l'article 6 ter déjà adopté traitait de l'enlèvement d'enfants par l'un des parents, mais l'article B proposé visait à couvrir toutes les sortes d'enlèvements d'enfants, sous quelque forme que ce soit et à quelque fin que ce soit dans un but lucratif. Les représentants des Etats-Unis et de la Commission internationale de juristes ont fait observer que l'article 6 ter déjà adopté traitait seulement de l'enlèvement international, et pas de l'enlèvement à l'intérieur d'un pays. L'observateur des Pays-Bas a dit qu'il hésitait à accepter le mot "enlèvement" qui ne convenait pas dans le cas d'enlèvement par un membre de la famille. Il estimait qu'on avait besoin d'acquérir davantage d'expérience en matière d'application des instruments internationaux relatifs aux enlèvements d'enfants. Il a donc proposé de laisser tel quel l'article B, étant entendu qu'on pourrait toujours revenir à l'article 6 ter déjà adopté si c'était nécessaire.

82. Le représentant du Royaume-Uni a estimé que les mots "sous quelque forme que ce soit et à quelque fin que ce soit" n'ajoutaient rien de nouveau et a proposé de terminer l'article B avec le mot "enfants" et de conserver le mot "enlèvement". Le représentant des Etats-Unis a dit qu'il était aussi d'avis

que l'article B devrait se terminer sur le mot "enfants". Il a été proposé d'inverser les termes du dernier membre de phrase de l'article B comme suit "à quelque fin que ce soit et sous quelque forme que ce soit". L'observateur des Pays-Bas a proposé de conserver provisoirement les mots "nationales, bilatérales et multilatérales" dans l'article B et de les réexaminer par rapport à l'article 5 lors de la deuxième lecture.

83. Le Groupe de travail a ensuite adopté le texte suivant pour l'article 18 quater :

"Les Etats parties à la présente Convention prennent toutes les mesures nationales, bilatérales et multilatérales nécessaires pour empêcher l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants à quelque fin que ce soit et sous quelque forme que ce soit."

Article 18 ter (projet d'article A)

84. Le texte de ce projet d'article était le suivant :

"1. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation sexuelle et contre le viol. A cet effet, les Etats interdisent en particulier :

- a) l'enlèvement ou la vente et la traite d'enfants,
- b) l'exploitation d'enfants dans la prostitution ou d'autres pratiques sexuelles illégales,
- c) l'exploitation d'enfants dans des représentations et des productions à caractère pornographique.

2. Les Etats parties à la présente Convention prennent toutes les mesures nationales, bilatérales et multilatérales nécessaires, y compris l'imposition de peines ou d'autres sanctions, pour assurer l'application effective du présent article."

85. Le représentant de la Norvège a exprimé des doutes quant à l'emploi du mot "exploitation" dans le texte, il a proposé de supprimer ce mot aux alinéas b) et c) et de le remplacer par les mots "prostitution d'enfants". Il a souligné la nécessité de lutter contre l'utilisation d'enfants dans les représentations et productions à caractère pornographique, l'impression et la vente de photographies et de productions à caractère pornographique étant devenues une industrie. Il a proposé d'inclure dans le texte un nouvel alinéa d) ainsi conçu : "la diffusion et la vente de productions à caractère pornographique utilisant des enfants". Le représentant de la Chine a proposé de supprimer le mot "illégales" de l'alinéa b) puisque les pratiques sexuelles ayant recours à l'exploitation d'enfants ne pouvaient qu'être illégales.

86. L'observateur des Pays-Bas a exprimé l'opinion que les mots "exploitation" et "illégales" étaient nécessaires du fait que le projet de Convention s'appliquait aux enfants jusqu'à 18 ans, toutes les pratiques sexuelles n'étaient pas illégales. De plus, les questions traitées à l'alinéa a) étant déjà couvertes par l'article B, cet alinéa devrait donc être supprimé ainsi d'ailleurs que le paragraphe 2. L'observateur des Pays-Bas a

en outre proposé d'insérer les mots "prennent toutes les mesures nationales, bilatérales et multilatérales nécessaires" dans la deuxième phrase de l'article à l'examen et de remplacer le mot "interdisent" par le mot "empêchent". L'Observateur du Canada a déclaré souscrire au texte de la deuxième phrase mais non à la proposition de supprimer l'alinéa a). Les représentants de l'Australie (la délégation australienne avait appuyé la proposition des Pays-Bas) et du Royaume-Uni ont soulevé le problème de la majorité sexuelle qui dans leurs pays était fixée à 16 ans. L'attention a été appelée sur l'article premier déjà adopté, selon lequel la Convention protégeait tout être humain jusqu'à l'âge de 18 ans; le projet de Convention ne pouvait déclarer illégales des pratiques sexuelles entre époux de moins de 18 ans.

87. Les délégations du Japon et des Etats-Unis ont également estimé que l'alinéa a) était superflu. Le représentant des Etats-Unis a proposé un nouvel alinéa a) rédigé comme suit :

"qu'un enfant soit incité ou contraint à se livrer à une activité sexuelle illégale."

Il a expliqué que cette formulation préciserait le contenu du mot "viol", problème grave qui, dans le projet de convention, devait être traité séparément de l'"exploitation sexuelle", qui avait une connotation plus commerciale. La délégation du Yémen s'est prononcée pour la suppression de l'alinéa a) et a proposé pour l'alinéa b) : "Toutes les formes d'utilisation d'enfants dans des pratiques sexuelles". Cette proposition n'a pas rencontré l'agrément de la délégation des Pays-Bas. Le représentant de l'Australie a appuyé la proposition de la délégation américaine, a indiqué qu'il était hostile à l'emploi du mot "exploitation" et a proposé de dire à l'alinéa b) : "l'utilisation des enfants dans la prostitution". Les délégations de la Chine et de l'Union soviétique ont indiqué qu'elles avaient des difficultés à accepter le mot "illégales". Le représentant de l'Union soviétique estimait qu'il était difficile d'imaginer des pratiques sexuelles légales dans le cas des enfants. Il a donc proposé de supprimer le mot "illégales" du texte proposé par la délégation américaine. En outre, il a exprimé l'opinion que le projet de Convention devrait interdire fermement l'exploitation des enfants dans des productions à caractère pornographique et s'est déclaré très favorable à l'inclusion d'un alinéa d) sur la question tel que celui proposé par la délégation norvégienne.

88. Les délégations de la France et des Pays-Bas ont dit qu'elles considéraient que l'objet de l'article A n'était pas de réglementer la vie sexuelle des enfants, mais plutôt de combattre leur exploitation sexuelle en partant d'exemples concrets et qu'en conséquence, le mot "exploitation" était indispensable. L'observateur des Pays-Bas a proposé de remplacer à l'alinéa b) le membre de phrase "d'autres pratiques sexuelles illégales" par "pratiques sexuelles préjudiciables à l'enfant". Concernant la proposition tendant à ajouter un alinéa d), il a fait observer avec d'autres délégations que le problème de l'exploitation d'enfants dans des productions à caractère pornographique était déjà traité à l'alinéa c). Le représentant de l'Union soviétique, compte tenu de l'explication donnée concernant l'âge des enfants protégés par le projet de Convention, a finalement accepté l'inclusion dans le texte du mot "illégales".

89. Un nouvel échange de vues a eu lieu entre les membres du Groupe de travail. Vers la fin du débat, le représentant de la Norvège a déclaré au sujet de la proposition tendant à inclure un alinéa d) que sa délégation estimait que "la diffusion et la vente de productions à caractère pornographique utilisant des enfants" devaient être couvertes par la Convention. Il était toutefois évident que même si personne n'avait critiqué sa proposition quant au fond, la majorité des délégations considéraient que ces activités étaient déjà interdites par l'article. La délégation norvégienne était donc disposée dans un esprit de conciliation à retirer sa proposition. Le Groupe de travail a ensuite adopté le texte ci-après :

"Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation sexuelle et contre le viol. A cet effet, les Etats prennent en particulier toutes les mesures nécessaires sur les plans national, bilatéral et multilatéral pour empêcher :

- a) qu'un enfant soit incité ou contraint à se livrer à une activité sexuelle illégale,
- b) l'exploitation d'enfants dans la prostitution ou d'autres pratiques sexuelles illégales,
- c) l'exploitation d'enfants dans des représentations et des productions à caractère pornographique."

Un consensus se dessinant entre les membres du Groupe de travail sur l'article considéré, la délégation chinoise n'a pas insisté sur la suppression du mot "illégales", étant entendu que les pratiques sexuelles ayant recours à l'exploitation d'enfants ne pouvaient être qu'illégales, quelle qu'en soit la forme.

Article 18 quinto (projet d'article C)

90. Le texte de ce projet d'article C) était le suivant :

"Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les autres formes d'exploitation, ainsi que contre tout traitement dégradant et tous les actes portant atteinte à l'intégrité morale, spirituelle, mentale ou physique de l'enfant."

En présentant le projet d'article C, le représentant de la France a supprimé les mots "ainsi que contre tout traitement dégradant", considérant que ce point était déjà réglé par le paragraphe 2 a) de l'article 19 qui stipulait que les Etats parties devaient veiller à ce qu'aucun enfant ne soit soumis à des traitements dégradants, qu'il soit en détention ou non. Au cours du débat, plusieurs délégations se sont demandé si les dispositions proposées dans l'article C étaient bien nécessaires. Le représentant des Etats-Unis a expliqué que sa délégation s'était associée à celles de la France, des Pays-Bas et du Venezuela pour proposer l'article C sous sa forme initiale à seule fin que le Groupe de travail examine cette proposition. Il était disposé à se rallier à un consensus sur les termes "toutes les autres formes d'exploitation", bien qu'ils aient un sens très large, si cela devait permettre d'assurer aux enfants une pleine protection contre l'exploitation.

Mais il ne pouvait accepter le membre de phrase relatif à la protection de "l'intégrité morale, spirituelle, mentale ou physique" de l'enfant, car il était rédigé en des termes qui n'avaient aucun sens précis dans le droit des Etats-Unis et dans plusieurs autres systèmes juridiques, et ne pouvait donc être appliqué.

91. L'observateur du Canada a fait remarquer que l'article 10 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels traitait de l'exploitation économique et sociale. Elle était d'avis que si le projet de Convention contenait des articles traitant expressément de l'exploitation économique et sexuelle mais aucun sur l'exploitation sociale, cela constituerait une régression par rapport au Pacte. Elle a proposé un article traitant de toutes les formes d'exploitation sociale. Le représentant de la France a dit qu'à son avis l'article C était nécessaire. L'article 18 déjà adopté qui traitait de l'exploitation économique mentionnait expressément le développement moral, mental, spirituel et physique de l'enfant. Il était nécessaire de protéger l'intégrité physique de l'enfant même s'il n'y avait pas exploitation économique. L'observateur des Pays-Bas a souligné la nécessité de protéger l'enfant contre toutes les autres formes d'exploitation, et il a proposé le texte suivant :

"Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les autres formes d'exploitation."

92. Le représentant de la France, appuyé par le représentant du Brésil, a proposé d'ajouter les mots "préjudiciables à l'intégrité morale, spirituelle, mentale ou physique de l'enfant". En l'absence de consensus, le Président a proposé le texte suivant :

"Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation préjudiciables à l'enfant."

Le texte proposé par le Président a été approuvé par les délégations des Etats-Unis, de la Finlande et des Pays-Bas. D'autres délégations ont exprimé l'opinion qu'une simple référence au concept d'exploitation ne suffisait pas et ont souligné la nécessité d'un article traitant de l'intégrité de l'enfant sous tous ses aspects : moral, spirituel, mental et physique. Le représentant de la France a déclaré que le concept d'exploitation devait être qualifié par son contexte : exploitation économique, exploitation liée à l'abus de stupéfiants, exploitation sexuelle, et par ses effets : préjudiciable à l'intégrité morale, spirituelle, mentale et physique de l'enfant, l'exploitation était plus que préjudiciable à l'intégrité physique de l'enfant. Les délégations de l'Italie et du Saint-Siège considéraient elles aussi que l'enfant devait être protégé contre toutes les formes d'exploitation. L'observateur de la Finlande a fait remarquer que certaines formes d'exploitation n'étaient pas interdites et que le libellé proposé par le représentant de la France lui posait certains problèmes car la notion d'intégrité n'était pas claire. Il a proposé d'interdire toutes les formes d'exploitation sans les énumérer. Le représentant de la France a proposé le libellé ci-après : "toutes les formes d'exploitation pouvant être préjudiciables à un aspect quelconque de l'intégrité de l'enfant", qui a obtenu l'appui des délégations de l'Italie et du Saint-Siège.



93. Le représentant des Etats-Unis a dit qu'il continuait de considérer qu'il était difficile d'imposer aux Etats une obligation juridique d'appliquer des dispositions fondées sur le concept général de l'intégrité de l'enfant, qui n'était pas un concept courant. Les termes "préjudiciables à tout aspect de l'intégrité de l'enfant" n'étaient pas courants dans la législation de son pays. Les délégations de l'Australie et de la Finlande ont déclaré qu'elles pourraient accepter la proposition de la délégation française si les mots "pouvant être" en étaient supprimés. Le représentant du Groupe ad hoc informel des ONG a mentionné que dans la Proclamation de Téhéran (Conférence internationale des droits de l'homme, Téhéran, 13 mai 1968) on avait employé en anglais les termes "[a life conducive to] physical, mental, social and spiritual welfare". (dans le texte français : "[pour que tous les êtres humains] puissent s'épanouir sur le plan physique mental, social et sprirituel"). Le représentant des Etats-Unis a de plus fait valoir que la notion du bien-être de l'enfant figurait dans d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme. Il a donc proposé de remplacer dans la version anglaise le mot "integrity" par le mot "welfare". L'observateur du Saint-Siège s'est déclaré favorable à cette proposition.

94. Le représentant de l'Union soviétique a fait observer que l'exploitation était préjudiciable aux intérêts de l'enfant et que le choix de termes tels que moral, spirituel, mental ou physique ne couvrait pas tous les aspects des intérêts de l'enfant qu'il était nécessaire de protéger contre l'exploitation. L'enfant grandissait au sein d'une société. En tant que membre actif de cette société il avait de nombreux intérêts sociaux qu'il fallait défendre. En conséquence, il préférerait une approche générale et globale et un libellé large qui protégeraient l'enfant contre toute forme d'exploitation. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a une nouvelle fois proposé d'utiliser l'expression "préjudiciables à tout aspect du bien-être de l'enfant" qui a reçu l'appui des délégations de la France et de l'Union soviétique.

95. Le Groupe de travail a adopté le texte suivant :

"Les Etats parties à la présente Convention protègent l'enfant contre toutes autres formes d'exploitation préjudiciables à tout aspect de son bien-être."

#### H. Article 21 ter

96. Le Groupe de travail a examiné un texte d'article 21 ter, soumis par le Groupe ad hoc informel des ONG sur la rédaction de la Convention, qui bénéficiait de l'appui de la délégation norvégienne :

"Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à faire largement connaître les principes et les dispositions de la Convention aux adultes comme aux enfants, par des moyens actifs et appropriés, en se servant des formes, de la terminologie et de la langue (notamment des langues locales) qui leur sont accessibles."

97. Le représentant de la Norvège a proposé de supprimer le membre de phrase "en se servant des formes, de la terminologie et de la langue (notamment des langues locales) qui leur sont accessibles". Cette proposition a été acceptée.

98. Le représentant de l'Australie a vigoureusement défendu l'inclusion de ce membre de phrase dans le projet de Convention, et a été soutenu par les délégations de l'Autriche et du Canada. Mais ces délégations, ainsi que les représentants des Pays-Bas et des Etats-Unis, se sont finalement ralliées à la proposition du représentant de la Norvège de terminer l'article sur les mots "aux adultes comme aux enfants".

99. Le Groupe de travail a adopté par consensus le texte suivant :

"Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à faire largement connaître les principes et les dispositions de la Convention, par des moyens actifs et appropriés, aux adultes comme aux enfants."

II. Propositions examinées par le Groupe de travail qui doivent faire l'objet d'une étude plus approfondie

A. Article 5 bis

100. Le Groupe de travail était saisi de la proposition ci-après de l'Australie et des Etats-Unis pour un article 5 bis :

"Pour permettre à l'enfant de jouir des droits énumérés dans la présente Convention, les Etats parties s'engagent à protéger la famille en tant qu'unité naturelle et fondamentale de la société. Les parents ou tuteurs légaux jouissent des principaux droits et sont les principaux responsables en matière de soins à l'enfant, d'éducation et de développement de l'enfant, compte dûment tenu de l'importance qu'il y a à laisser l'enfant cultiver les connaissances théoriques et pratiques dont un adulte indépendant a besoin."

101. Le représentant des Etats-Unis a expliqué que son pays attachait une grande importance à la famille, qui était l'élément naturel et fondamental de la société. Il a expliqué que la famille devrait être expressément protégée, en des termes analogues à ceux qui figurent au paragraphe 1 des articles 10 et 23, respectivement, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et que cette protection devait être inscrite dans le projet de convention. Le représentant des Etats-Unis a demandé que l'article soumis à l'examen du groupe soit inséré au début du projet de convention, en tant qu'article 5 bis, afin que l'on voie bien son importance et ses relations avec tous les autres droits énoncés dans le projet de convention.

102. Au cours du débat, il a été signalé au Groupe de travail que la proposition ferait peut-être double emploi avec des articles déjà inclus dans le projet de convention et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

103. Certaines délégations ont plus particulièrement attiré l'attention du Groupe de travail sur le fait que la proposition n'apportait aucun élément nouveau par rapport au paragraphe 3 de l'article 7 bis du projet de convention.

104. La délégation canadienne a indiqué qu'elle appuierait cette proposition - déjà contenue dans les articles 7 bis et 15 - dans la mesure où l'article 5 bis proposé stipulerait que les parents devaient exercer leur responsabilité vis-à-vis de l'enfant en tenant dûment compte du développement des capacités de l'enfant et de la nécessité que l'enfant devienne un adulte indépendant. Toutefois, l'observateur du Canada a conclu que, comme cette idée était déjà contenue dans les articles 7 bis et 15 susmentionnés, il serait possible d'adopter lors de la deuxième lecture du projet de convention un article d'application générale élaboré sur la base des dispositions limitées qui auraient alors été adoptées. La délégation finlandaise a approuvé les suggestions de l'observateur du Canada.

105. L'observateur des Pays-Bas a proposé de combiner la dernière partie de la proposition de l'Australie et des Etats-Unis avec le paragraphe 3 de l'article 7 bis de la manière suivante :

"Les Etats parties à la présente Convention respectent les droits et devoirs des parents et, le cas échéant, des tuteurs, de guider l'enfant dans l'exercice des droits énumérés dans la présente Convention d'une manière compatible avec le développement des capacités de l'enfant, en tenant dûment compte de l'importance qu'il y a à laisser l'enfant cultiver les connaissances théoriques et pratiques dont un adulte indépendant a besoin."

106. L'observateur du Canada a appuyé la proposition révisée soumise par la délégation des Pays-Bas. En ce qui concerne la partie de la proposition initiale qui était fondée sur la protection accordée à la famille par l'article 23 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la délégation canadienne estimait en effet que, du fait que l'article 23 visait à protéger la famille de l'Etat, si l'on insérait une telle disposition dans la Convention sur les droits de l'enfant, il fallait aussi veiller à ne pas laisser les droits de l'enfant à la seule discrétion de la famille, sans aucune protection de l'Etat, en d'autres termes, s'il fallait protéger la famille de l'Etat, il ne fallait pas lui donner un contrôle arbitraire sur l'enfant. Toute protection de l'Etat à la famille devait être contrebalancée par une protection de l'enfant au sein de la famille.

107. Tout en approuvant l'insertion d'un article distinct allant dans le sens indiqué, le représentant de l'Autriche a indiqué qu'il appuyait énergiquement la première phrase de la proposition initiale car il estimait que même si cette disposition figurait dans les Pactes, il serait regrettable qu'elle ne figurât pas également dans le projet de convention.

108. Le Président a alors proposé de conserver la première phrase de la proposition initiale, avec les modifications suivantes : ajouter les mots "à la présente Convention" entre les mots "les Etats parties" et le mot "s'engagent", et les mots "et à aider" entre les mots "à protéger" et "la famille". Les délégations de l'Autriche et des Etats-Unis ont accepté que les mots susmentionnés proposés par le Président soient insérés dans le texte.

109. Le représentant de l'Australie a dit que la proposition révisée par la délégation des Pays-Bas était bonne et devait donc être insérée dans le projet de convention, et que, lors de la seconde lecture, on éliminerait les termes qui feraient double emploi avec les dispositions déjà existantes du projet

de convention. En outre, le représentant de l'Australie a proposé d'insérer les mots "au sein de la famille" entre les mots "guider" et "l'enfant".

110. Après un nouvel échange de vues et après que la délégation finlandaise a eu proposé d'ajourner les débats sur cette question jusqu'à la deuxième lecture du projet de convention, le Président a ajourné le débat en demandant qu'une nouvelle proposition d'article 5 bis soit élaborée.

B. Article 7 ter

111. Le Groupe de travail a été saisi de la proposition révisée ci-après, soumise par la délégation des Etats-Unis, qui reprenait un texte que le représentant des Etats-Unis avait proposé pendant la session de 1986 du Groupe de travail :

"1. Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent les droits de l'enfant à la liberté d'expression, à la liberté d'association et à la liberté de réunion pacifique.

2. Les Etats parties reconnaissent le droit de l'enfant à ne pas être soumis à des ingérences arbitraires ou illégitimes dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance.

3. L'exercice des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique ne peut être assujéti qu'aux restrictions qui sont prévues par la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la protection de la santé ou de la moralité publiques, ou de la protection des droits et libertés d'autrui.

4. En aucun cas, un enfant n'est soumis à l'incarcération ou à d'autres limitations de sa liberté pour avoir légitimement exercé ces droits ou d'autres droits reconnus dans la présente convention.

5. Le présent article ne sera pas interprété comme affectant les droits et les devoirs légitimes des parents ou des tuteurs légaux, qui doivent exercer ceux-ci en tenant compte du développement de l'enfant."

112. Le représentant des Etats-Unis a dit que son pays attachait une importance fondamentale à la protection des droits civils et politiques des enfants, en particulier parce que les "enfants", tels qu'ils étaient définis dans le projet de convention, comprenaient les adolescents qui avaient souvent acquis les compétences nécessaires pour participer pleinement et effectivement à la vie de la société. Il a fait observer que le projet de convention protégeait déjà certains autres droits fondamentaux, y compris le droit à la liberté de religion. Il a expliqué que les droits énoncés dans le projet d'article étaient universellement reconnus et étaient inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

113. Le Président a proposé d'attribuer le numéro 7 ter au projet d'article soumis par le représentant des Etats-Unis, ce que la délégation américaine a accepté.

114. Une discussion prolongée sur les mérites de cette proposition a suivi. Pendant cette discussion générale, certaines délégations ont formulé des observations concernant différents aspects de la proposition. Ainsi, le représentant du Royaume-Uni a dit, entre autres, que certaines parties de la proposition étaient déjà traitées dans les instruments internationaux existants, et que les termes dans lesquels le projet d'article était rédigé appelaient certains éclaircissements. Tout en appuyant de façon générale la proposition, la délégation australienne a posé quelques questions, et a fait observer, entre autres, qu'il semblait y avoir une certaine confusion entre les libertés d'association et d'expression et le droit à une vie privée et que la proposition ne contenait aucune disposition concernant l'évolution du sens des responsabilités des enfants.

115. La délégation norvégienne, qui a appuyé la proposition américaine, a dit qu'elle pensait comme la délégation australienne qu'une disposition générale traitant du développement des capacités de l'enfant était nécessaire. L'observateur du Canada a indiqué qu'elle appuyait la proposition soumise par le représentant des Etats-Unis et qu'elle souhaitait que le principe contenu au paragraphe 5 du projet d'article 7 ter soit énoncé de façon complète dans une disposition générale. Le représentant de l'Argentine, bien que favorable de façon générale au projet d'article, a exprimé les mêmes préoccupations que les autres délégations au sujet de son paragraphe 5 et a estimé que la proposition que le Groupe était en train d'examiner appelait beaucoup d'éclaircissements.

116. Le représentant de l'URSS a indiqué qu'il n'était pas en mesure d'appuyer le projet d'article 7 ter sous sa forme actuelle, et qu'il considérait que le projet de convention devait traiter de questions nouvelles et non pas reprendre des dispositions déjà contenues dans des instruments internationaux. Il a soulevé la question de savoir pourquoi la proposition mettait l'accent sur certains droits civils et politiques et en ignorait d'autres, et a proposé de morceler l'article proposé et de séparer les droits civils des droits politiques en adoptant une approche qui ne serait pas sélective, mais qui serait pleinement compatible avec les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

117. La délégation chinoise n'était pas en mesure d'accepter la proposition américaine car elle estimait que l'enfant ne pouvait pas jouir de la liberté d'association et de réunion pacifique et du respect de la vie privée de la même manière que l'adulte puisque son intellect n'était pas aussi développé que celui d'un adulte et qu'un enfant ne pouvait se livrer qu'à des activités à la mesure de son intellect. L'observateur de la Suède a indiqué qu'elle appuyait le texte déposé par la délégation des Etats-Unis, mais demandait un article distinct sur le développement des capacités de l'enfant.

118. Le Président a exprimé l'espoir que le représentant des Etats-Unis proposerait pour l'article 7 ter un texte révisé qui tiendrait compte des observations du Groupe de travail. La délégation des Etats-Unis a dit que conformément à la suggestion du Président, elle tiendrait compte des observations formulées par les autres délégations et soumettrait un nouveau texte d'article 7 ter au Groupe de travail pour examen à sa session de 1988, étant entendu que ce texte serait examiné au début des délibérations du Groupe de travail.

C. Article 14, nouveau paragraphe 4

119. Le représentant de l'Australie a exprimé son intérêt pour une proposition soumise par le Groupe informel des ONG pour la rédaction de la Convention tendant à ajouter à l'article 14 un paragraphe supplémentaire, libellé comme suit :

"Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent que les parents ou tuteurs légaux conservent leurs responsabilités, y compris celle d'assurer convenablement l'entretien de l'enfant, même lorsque l'enfant vit séparé d'eux, sauf décision contraire d'un organe compétent."

120. L'observateur des Pays-Bas a fait observer que l'on avait déjà accordé suffisamment d'attention à la question de la responsabilité des parents ou autres personnes responsables de l'enfant d'assurer à l'enfant - dans la mesure de leurs moyens et de leurs capacités financières - les conditions de vie nécessaires à son bon développement, dans l'article 14, déjà adopté. Le représentant du Royaume-Uni a appuyé cette opinion - que partageait la délégation canadienne - et a fait observer que le problème ne concernait l'enfant que jusqu'à l'âge de 16 ans parce que, selon certaines législations nationales, l'enfant pouvait être marié à cet âge.

121. La représentante du Venezuela a indiqué qu'elle attachait de l'importance à la proposition susmentionnée et a proposé de remplacer les mots "même lorsque l'enfant vit séparé d'eux" par les mots "même lorsque l'enfant n'est pas sous leur garde". En ce qui concerne le mot "tuteurs", le représentant de la Chine a signalé que, selon la loi chinoise, l'obligation de fournir à l'enfant l'assistance dont il a besoin n'inclut pas nécessairement l'obligation de subvenir à ses besoins financièrement.

122. Le représentant de la France a indiqué qu'il pouvait accepter la proposition tendant à ajouter un paragraphe supplémentaire, mais que les termes "tuteurs légaux" et "responsabilités" lui posaient un problème, qu'il souhaitait supprimer le mot "légaux" et remplacer le mot "responsabilités" par les mots "droits et obligations". La délégation sénégalaise a indiqué qu'elle était pour la suppression du mot "légaux" et la représentante de l'Italie a dit qu'elle ne pouvait accepter les termes "tuteurs légaux" et "responsabilités". La délégation du Maroc a aussi indiqué qu'elle était hostile à l'inclusion des mots "tuteurs légaux" dans la proposition.

123. Le représentant de l'Australie a proposé d'ajouter au paragraphe 2 de l'article 14 la phrase suivante :

"Cette responsabilité continue d'exister même quand les parents vivent séparés de l'enfant."

124. Le représentant de l'Iraq a dit que le texte soumis par le Groupe informel des ONG ne semblait pas répondre à un but spécifique et que pour sa part il préférerait ajouter au paragraphe 2 de l'article 14 une phrase supplémentaire qui se lirait comme suit :

"Cette responsabilité est maintenue même si l'enfant vit séparé de ses parents."

125. La représentante de l'Italie, appuyée par la délégation polonaise, a proposé d'ajouter au paragraphe 2 de l'article 14 le membre de phrase suivant :

" , même lorsque l'enfant vit séparé d'eux, sauf décision contraire d'un organe compétent."

La représentante du Venezuela a proposé le texte ci-après :

"Les Etats parties à la présente Convention reconnaissent que les parents ou tuteurs légaux conservent leurs responsabilités conformément aux différentes législations nationales, même lorsque l'enfant n'est plus sous leur garde, sauf décision contraire d'un organe compétent."

126. L'observateur de la Finlande a estimé que l'idée contenue dans la proposition à l'examen devait être énoncée de manière tout à fait différente et a proposé d'inclure dans la disposition les considérations suivantes : 1) les Etats parties à la présente Convention devraient s'efforcer d'assurer le recouvrement des pensions alimentaires à l'étranger; et 2) les Etats parties devraient encourager la conclusion d'accords bilatéraux, multilatéraux ou autres pour assurer le recouvrement des pensions alimentaires. Sa proposition a été appuyée par les délégations des Pays-Bas et de la Norvège. La délégation norvégienne a demandé que l'observateur de la Finlande rédige une nouvelle proposition.

127. Le représentant de l'URSS a dit que la proposition que le Groupe de travail était en train d'examiner l'avait entraîné sur un terrain difficile. Le concept de "guardianship" (garde, tutelle) différait grandement d'un pays à l'autre et que par conséquent cette question devait être réglée dans le contexte de la législation nationale. Entre autres, le représentant de l'URSS a dit qu'il faudrait traiter de la pratique consistant à conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux concernant les pensions alimentaires, et il a demandé à la délégation finlandaise de tenir compte de ses observations pour la rédaction de sa proposition. Le représentant du Royaume-Uni a dit qu'il partageait dans une large mesure l'opinion exprimée par le représentant de l'URSS.

128. Se référant à la proposition formulée par la délégation finlandaise, la délégation canadienne a proposé à son tour d'ajouter au paragraphe 2 de l'article 14, après le mot "développement" les mots suivants : " , étant entendu que cette responsabilité ne cesse pas d'exister en raison du simple fait que la personne responsable de l'enfant vit séparée de lui".

129. Le Président a déclaré qu'il n'y avait pas consensus et que, à moins que la délégation finlandaise n'estime nécessaire de proposer un nouveau texte sur la question de la continuité de l'obligation alimentaire, le débat sur cette question était clos.

#### D. Article 21, adjonction d'un nouveau paragraphe

130. Le Groupe de travail était saisi de la proposition ci-après, soumise par la délégation finlandaise, tendant à ajouter à l'article 21 un paragraphe 2 ainsi conçu :

"Aucune des dispositions de la présente Convention ne peut être interprétée comme entraînant pour un Etat partie à la présente Convention le droit d'imposer des restrictions ou des dérogations quelles qu'elles soient à l'un quelconque des droits de l'homme fondamentaux reconnus ou en vigueur dans cet Etat partie en vertu de la loi, de conventions, de traités, d'accords, de règlements ou de coutumes sous prétexte que la présente Convention ne reconnaît pas de tels droits ou qu'elle les reconnaît dans une moindre mesure (ou que ces restrictions ou dérogations seraient nécessaires à la réalisation des droits de l'enfant)."

131. L'observateur de la Finlande a modifié verbalement la proposition en supprimant les mots placés entre parenthèses "ou que ces restrictions ou dérogations seraient nécessaires à la réalisation des droits de l'enfant", à la fin du paragraphe.

132. Un bref échange de vues a eu lieu entre la délégation finlandaise et la délégation américaine au sujet du raisonnement qui sous-tendait cette disposition et de sa justification, le Groupe de travail n'a pris aucune décision sur la proposition, et l'observateur de la Finlande a proposé qu'elle soit examinée lors de la deuxième lecture du projet de Convention.

#### E. Article 21 bis

133. Le Groupe de travail était saisi d'une proposition d'article 21 bis, qui lui avait été soumise à sa session de 1986 par les délégations des Pays-Bas, du Royaume-Uni et des Etats-Unis et qui était conçue comme suit :

"Aucune disposition de la présente Convention ne sera interprétée comme légitimant l'entrée et la présence illégales d'un étranger quelconque dans un Etat ni ne sera interprétée comme restreignant le droit qu'a tout Etat de promulguer des lois et règlements applicables à l'entrée des étrangers et les modalités et conditions de leur séjour ou d'établir des différences entre nationaux et étrangers. Néanmoins, ces lois et règlements ne doivent pas être incompatibles avec les obligations juridiques internationales de cet Etat, y compris celles qui lui incombent dans le domaine des droits de l'homme."

134. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation continuerait d'avoir des difficultés à accepter certains des articles déjà adoptés tant qu'une disposition de ce genre concernant les étrangers n'aurait pas été insérée dans le projet de Convention. Par exemple, les paragraphes 1 et 2 de l'article 2 soulevaient des difficultés en ce qui concernait la loi du Royaume-Uni relative à la nationalité, le paragraphe 1 de l'article 6 n'était pas compatible avec les lois du Royaume-Uni sur l'immigration et le paragraphe 1 de l'article 3, le paragraphe 1 de l'article 4, les paragraphes 2 et 3 de l'article 6, les paragraphes 2 et 3 de l'article 6 bis et les paragraphes 1 et 2 de l'article 8 posaient tous également des problèmes en ce qui concernait les lois du Royaume-Uni sur l'immigration. Certaines de ces dispositions étaient difficiles ou même impossibles à concilier avec les lois et pratiques du Royaume-Uni : la législation britannique, comme celle d'autres Etats, ne permettait pas un libre accès dans le pays.

135. Le représentant du Sénégal s'est demandé si la disposition proposée était bien appropriée, et les délégations de l'Algérie, de l'Argentine, du Mexique



et du Venezuela ont déclaré qu'elles partageaient les doutes de la délégation sénégalaise. La représentante du Venezuela a mentionné en particulier la question de l'adoption et a dit qu'elle accepterait la disposition si elle avait la certitude que dans les cas d'adoption elle ne porterait pas préjudice à l'enfant, mais qu'elle ne pouvait l'accepter dans son libellé actuel. En outre, l'observateur de la Finlande a émis des doutes sur la pertinence, l'importance et l'utilité de l'ensemble de la proposition.

136. Le représentant des Etats-Unis a indiqué que sa préférence allait au texte intégral qui avait été soumis initialement, mais que dans un esprit de conciliation il proposait de raccourcir le texte de la manière suivante :

"Aucune disposition de la présente Convention ne sera interprétée comme légitimant l'entrée et la présence illégales d'un étranger quelconque dans un Etat."

Cette proposition a été appuyée par le représentant du Royaume-Uni.

137. Cette version abrégée n'a pas rencontré le plein agrément des délégations du Canada et des Pays-Bas, et l'observateur de la Finlande s'est déclaré hostile à l'inclusion de l'article proposé, que ce soit dans sa version intégrale ou dans sa version abrégée. Mais la délégation des Pays-Bas a soutenu que la disposition à l'examen était étroitement liée à plusieurs articles du projet de Convention.

138. Le Président a proposé de clore le débat faute de consensus et a dit que si les coauteurs de la proposition voulaient bien élaborer un texte plus facilement acceptable, le Groupe de travail pourrait reprendre l'examen de la question. A une séance ultérieure et à l'occasion de l'adoption de l'article 6 bis par le Groupe de travail, le représentant du Royaume-Uni, parlant aussi au nom des Etats-Unis et des Pays-Bas, a déclaré que les délégations de ces trois pays proposeraient un texte révisé pour l'article 21 bis à la session suivante du Groupe de travail. Ces délégations estimaient en effet que des dispositions telles que celles de l'article 21 bis étaient essentielles à l'équilibre de la Convention, point de vue auquel s'est ralliée la délégation de la République fédérale d'Allemagne.

F. Articles 22 et 23 (dispositions relatives à la mise en oeuvre)

139. Pour l'examen de ces articles, le Groupe de travail était saisi d'une proposition révisée soumise par l'observateur de la Pologne pour l'article 22, qui se lisait comme suit :

"1. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à soumettre, au moins tous les quatre ans, des rapports sur l'application de la présente Convention au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. Les rapports peuvent faire connaître les facteurs et les difficultés empêchant ces Etats de s'acquitter pleinement des obligations prévues dans la présente Convention.

3. Dans le cas où des renseignements à ce sujet ont déjà été adressés à l'Organisation des Nations Unies ou à une institution spécialisée, il ne sera pas nécessaire à l'Etat partie de les reproduire, et une référence précise à ces renseignements suffira.

4. Le premier de ces rapports sera soumis dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente Convention pour l'Etat intéressé."

Le Groupe de travail était également saisi de la proposition ci-après soumise par la Pologne pour l'article 23 :

"1. Les rapports soumis par les Etats parties à la présente Convention en application de l'article 22 sont examinés par le Conseil économique et social qui peut porter ses observations et suggestions à l'attention de l'Etat partie intéressé et de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Conseil peut également prier un Etat partie de soumettre des rapports supplémentaires sur des questions précises se rapportant à la présente Convention.

2. Le Conseil économique et social établit un groupe d'experts gouvernementaux qui est chargé de l'aider dans l'accomplissement de sa tâche en procédant à l'examen des rapports soumis par les Etats parties.

3. Le Conseil économique et social fixe le nombre des membres du groupe d'experts gouvernementaux et décide de sa composition géographique équitable ainsi que de la fréquence de ses réunions."

140. La représentante de la Suède a déposé deux propositions ; une élaborée en collaboration avec la délégation du Canada, pour l'article 22, concernant la création d'un organisme chargé de suivre la mise en oeuvre de la Convention, et une autre pour l'article 23, concernant le système de rapports. Ces propositions étaient ainsi conçues :

#### "Article 22

1. Dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la Convention, il est institué un comité d'experts, chargé d'examiner les progrès réalisés par les Etats parties dans l'exécution des obligations qu'ils ont contractées aux termes de la présente Convention.

2. Le Comité se compose de 10 experts de haute moralité et de compétence reconnue dans le domaine couvert par la présente Convention. Les membres du Comité sont élus par les Etats parties parmi leurs ressortissants et siègent à titre personnel, compte tenu de la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable et la représentation des différentes formes de civilisation ainsi que des principaux systèmes juridiques.

3. Les membres du Comité sont élus au scrutin secret sur une liste de personnes désignées par les Etats parties. Chaque Etat partie peut désigner un expert parmi ses ressortissants.

4. La première élection a lieu dans les six mois qui suivent la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Les élections ont lieu ensuite tous les deux ans, lors de réunions des Etats parties, convoquées par le Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies. A ces réunions, pour lesquelles le quorum est constitué par les deux tiers des Etats parties, les personnes élues au Comité sont celles qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des voix des Etats parties présents et votants.

5. Les membres du Comité sont élus au scrutin secret pour un mandat de quatre ans. Néanmoins, le mandat de cinq des membres élus à la première élection vient à expiration à la fin de deux ans. Immédiatement après la première élection, le Président de la réunion à laquelle a lieu l'élection choisit par tirage au sort le nom de ces cinq membres.

6. Trois mois au moins avant la date de chaque élection, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invite par écrit les Etats parties à désigner leurs candidats dans un délai de deux mois. Le Secrétaire général dresse la liste des personnes ainsi présentées par ordre alphabétique, en indiquant les Etats parties qui les ont désignées, et la communique aux Etats parties.

7. En cas de décès ou de démission d'un membre du Comité, ou si pour toute autre raison un membre ne peut plus exercer ses fonctions au sein du Comité, l'Etat partie qui l'a désigné nomme un autre expert parmi ses ressortissants pour pourvoir le poste ainsi vacant jusqu'à l'expiration du mandat correspondant, sous réserve de l'approbation du Comité.

8. Le Comité adopte son propre règlement intérieur.

9. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies assure les services du personnel et les installations nécessaires aux élections et à l'exécution efficace des fonctions du Comité.

10. Les Etats parties prennent à leur charge les dépenses des membres du Comité pendant qu'ils s'acquittent de leurs tâches de membres du Comité."

#### "Article 23

1. Les Etats parties présentent au Comité, au plus tard vingt mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention pour les Etats parties concernés, puis tous les quatre ans ou à des intervalles plus longs, selon que le Comité en décidera, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, des rapports sur la manière dont ils respectent les obligations qui leur incombent en application de la Convention, y compris sur la législation pertinente. Les rapports peuvent aussi indiquer les facteurs et les difficultés qui affectent le respect de ces obligations.

2. Les Etats parties s'engagent à présenter leurs rapports par étapes que le Comité fixera dans un délai de neuf mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

3. Le Comité examine les rapports qui lui sont soumis en application du paragraphe 1.

4. Le Comité peut demander aux Etats parties des renseignements complémentaires sur les obligations qui leur incombent et formuler, le cas échéant, des observations qu'il jugera bon de communiquer aux Etats concernés.

5. Le Comité peut décider qu'un Etat partie qui, au terme du cycle complet fixé pour l'établissement de ses rapports, a rempli toutes les obligations de fond qui lui incombent en application de la Convention, peut se borner à ne faire ultérieurement rapport que sur les modifications (juridiques, administratives et pratiques) ayant des répercussions sur ses obligations et sur telles questions se rapportant à ses obligations qui pourront lui avoir été indiquées par le Comité.

6. Le Comité peut conclure des arrangements avec les institutions spécialisées des Nations Unies et des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social pour qu'elles présentent leurs vues sur l'application des dispositions de la Convention qui relèvent de leurs domaines d'activité respectifs.

7. Les Etats parties peuvent présenter au Comité leurs commentaires sur toute observation les concernant, formulée par le Comité, ou par les institutions spécialisées ou les organisations non gouvernementales visées au paragraphe 6.

8. Les rapports sur les activités du Comité sont soumis à l'Assemblée générale tous les deux ans. Ils contiennent toutes observations formulées conformément au paragraphe 4 et tous commentaires présentés conformément au paragraphe 7.

9. Les Etats parties tiennent leurs rapports à la disposition des organisations non gouvernementales nationales. Le Comité encourage la diffusion de renseignements sur la Convention et sur son application par les Etats parties."

141. L'observateur du Canada a soumis la proposition révisée ci-après pour l'article 23 :

"1. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à présenter au Groupe d'experts des rapports sur les mesures qu'ils auront adoptées pour donner effet aux droits reconnus dans la Convention et sur les progrès réalisés dans la jouissance de ces droits ;

- a) dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention pour les Etats parties concernés,
- b) par la suite tous les cinq ans.

2. Dans le cas où des renseignements à ce sujet ont déjà été communiqués à l'Organisation des Nations Unies ou à une institution spécialisée par un Etat partie à la présente Convention, il ne sera pas nécessaire de les reproduire, une référence précise aux renseignements ainsi communiqués suffira.

3. Les rapports établis en application du présent article peuvent indiquer les facteurs et les difficultés empêchant les Etats parties de s'acquitter pleinement des obligations prévues dans la présente Convention.

4. Le Groupe d'experts étudie les rapports présentés par les Etats parties; il présente à l'Assemblée générale, par l'entremise du Conseil économique et social, son propre rapport et toutes observations générales qu'il jugerait appropriées.

5. Copie du rapport et des observations du Groupe d'experts est adressée aux Etats parties et aux institutions spécialisées ayant compétence dans un domaine mentionné dans le rapport.

6. Les Etats parties peuvent présenter au Groupe d'experts des commentaires sur toutes les observations qui peuvent être formulées conformément au paragraphe 4.

7. Les institutions spécialisées peuvent présenter des observations sur les commentaires formulés dans le rapport qui leur est adressé conformément au paragraphe 5.

8. Le Groupe d'experts peut inviter les institutions spécialisées à apporter leur concours à la mise en oeuvre de la présente Convention; à cet effet, il peut les inviter :

- a) à présenter des rapports sur les questions relevant de leur compétence,
- b) à participer, si elles y consentent, en qualité d'observateur aux réunions du Groupe d'experts au cours desquelles sont examinées les questions relevant de leur compétence."

142. Le représentant des Etats-Unis a soumis au Groupe de travail pour examen une proposition destinée à devenir l'article 23 bis, qui se lisait comme suit

"1. Lorsqu'un Etat partie est constitué en Etat fédéral, le gouvernement national de cet Etat partie prend les mesures appropriées pour mettre en oeuvre les dispositions de la présente Convention dans la mesure où il exerce la compétence législative et judiciaire sur la matière qui en fait l'objet.

2. Dans la mesure où la matière des dispositions de la présente Convention relève de la compétence des éléments constitutifs de l'Etat fédéral, le gouvernement national prend les mesures pertinentes, conformément à sa constitution et à ses lois, pour que les autorités compétentes des éléments constitutifs puissent prendre les mesures appropriées pour assurer l'application de la présente Convention."

143. En outre, des propositions ont été soumises par le Groupe informel des ONG sur la rédaction de la convention et par le Conseil des points cardinaux; ces propositions figurent dans les documents E/CN.4/1987/WG.1/WP.2 et E/CN.4/1987/WG.1/WP.15, respectivement.

144. La représentante de la Suède a rappelé au Groupe de travail, entre autres, que l'on avait énormément demandé au système de rapports pour les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ces dernières années, et a rappelé les problèmes devant lesquels se trouvaient placés certains organes chargés de suivre l'application de ces instruments, qui

avaient pris un retard important dans l'examen des rapports de pays. Pour ne pas ajouter au fardeau, et des Etats qui devaient faire rapport, et des organes chargés de suivre la mise en oeuvre, la délégation suédoise proposait un système de rapports qui, bien qu'analogue à certains égards à celui prévu dans des instruments internationaux déjà existants, contenait certains éléments nouveaux qui, à son avis, faciliteraient le processus d'application du projet de convention et en augmenterait l'efficacité. Un de ces éléments était l'institution d'un système de rapports par étapes, qui permettrait aux Etats qui devaient présenter des rapports de concentrer leur attention sur un nombre limité d'articles à la fois et, partant, de soumettre des rapports plus concis et plus succincts.

145. L'observateur du Canada a noté que les principales questions dont devaient traiter les dispositions relatives à la mise en oeuvre étaient la création d'un comité - composition, choix des membres et mandat -, la périodicité et la teneur des rapports des Etats Parties, et le rôle des institutions spécialisées. En ce qui concernait la composition du comité qui devait être créé, elle jugeait important qu'il soit composé d'experts siégeant à titre personnel. Elle était consciente des préoccupations que causait l'alourdissement du fardeau des rapports, mais elle estimait que l'on pourrait étudier les moyens d'alléger ce fardeau, sans pour autant affaiblir le contrôle de l'application de la convention. L'observateur du Canada pensait également que la question du nombre d'Etats parties requis pour que la convention entre en vigueur pourrait fort bien être examinée en même temps que les closes finales du projet de convention.

146. La délégation danoise a appuyé la proposition de la Suède concernant le système de rapports, et le représentant des Pays-Bas a indiqué qu'il était en faveur de la création d'un comité ou d'un groupe d'experts distinct. La délégation belge a exprimé la préoccupation que lui causait la prolifération de comités et a indiqué qu'elle serait partisane de confier la tâche de suivre l'application de la convention à des comités existants. Appuyée par la délégation australienne, elle a estimé que les rapports des pays pourraient être examinés par le comité chargé de suivre l'application du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et par le comité chargé de suivre l'application du Pacte relatif aux droits civils et politiques, selon qu'ils traiteraient de droits économiques, sociaux et culturels ou de droits civils et politiques.

147. La délégation belge a également accepté - comme la représentante de l'Italie - la proposition soumise par le Mouvement international ATD-Tiers monde tendant à ajouter à l'article 22 initialement proposé par la délégation polonaise le paragraphe 2 ci-après : "Les rapports périodiques sur l'application de la présente Convention sont établis avec une attention spécifique aux enfants les moins bien protégés." La délégation du Saint-Siège s'est jointe à celles de la Belgique et de l'Italie pour appuyer la proposition soumise par cette organisation non gouvernementale.

148. La délégation vénézuélienne a exprimé sa préférence pour un comité de contrôle composé de spécialistes du plus haut niveau, toutes les dépenses entraînées étant couvertes sur les ressources financières de l'ONU et non pas sur des contributions d'Etats parties. La délégation du Royaume-Uni a indiqué sa préférence pour un comité composé d'experts - au maximum quinze - dans le

domaine des droits des enfants, en ce qui concernait les incidences financières du contrôle de l'application de la future convention, elle a indiqué que ses préférences allaient, dans l'ordre suivant : 1) au financement par des contributions volontaires, 2) au financement par les Etats parties selon un barème de contributions, et 3) au financement sur le budget ordinaire de l'ONU.

149. Les représentants de l'Autriche et de la Norvège ont indiqué qu'ils souhaiteraient que la convention prévoie la création d'un comité indépendant distinct, et que les Etats parties aient la possibilité de présenter des rapports par étapes, afin de ne pas être surchargés, le représentant de la Norvège a également estimé qu'il était nécessaire d'examiner attentivement le rôle des institutions spécialisées.

150. Le représentant de l'Argentine s'est référé à deux propositions, à savoir celle soumise par les délégations du Canada et de la Suède, et celle soumise par la délégation polonaise. Il a estimé que la proposition soumise par la délégation polonaise, qui prévoyait la création d'un groupe d'experts gouvernementaux qui devait aider le Conseil économique et social à examiner les rapports présentés par les Etats parties, correspondait mieux à la situation existante, tandis que la proposition du Canada et de la Suède était davantage orientée vers l'avenir, en effet, quand un certain nombre d'Etats auraient ratifié la convention, un comité d'experts tel que celui proposé par le Canada et la Suède serait plus approprié.

151. La délégation japonaise a exprimé sa préférence pour un comité distinct. Elle considérait qu'une périodicité de trois ou quatre ans pour la présentation des rapports serait trop courte et que les dépenses afférentes à ce comité devraient être payées sur les ressources financières de l'ONU.

152. La délégation des Etats-Unis s'est jointe aux délégations de la Suède et du Royaume-Uni pour appuyer un système échelonné de rapports au comité ou au groupe d'experts qui serait établi en vertu de la convention. Il a souligné que les institutions spécialisées des Nations Unies devraient fournir une assistance pratique et technique au comité, mais ne devraient pas participer à l'évaluation ou au contrôle de l'application de la convention ou subordonner leur assistance aux Etats à leur application de la convention. La représentante de la Suède a approuvé les observations de la délégation des Etats-Unis relatives aux institutions spécialisées. Enfin, le représentant des Etats-Unis a déclaré qu'il considérait comme entendu que son pays ne participerait au financement du comité et de ses activités que si ce financement était assuré par les Etats parties et non s'il était assuré sur le budget général de l'ONU. A cet égard, il a indiqué que le mécanisme de financement le plus approprié pour assurer l'application de la convention était celui qui était décrit au paragraphe 5) de l'article 18 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, qui était la convention relative aux droits de l'homme qui avait été le plus récemment examinée et approuvée par la Commission des droits de l'homme.

153. Le représentant de la France a indiqué qu'il était en faveur d'un mécanisme de contrôle, pourvu qu'il ne soit pas trop lourd, et a proposé que les Etats parties soumettent des rapports périodiques tous les cinq ans. Vu

la prolifération des organes de contrôle, il préférerait que le soin de contrôler l'application de la nouvelle convention soit confié aux comités chargés de contrôler l'application des deux Pactes.

154. La délégation sénégalaise, pour tenir compte des préoccupations des membres du Groupe de travail concernant la multiplication des comités et les restrictions budgétaires, a exprimé l'avis qu'il faudrait s'inspirer des mécanismes de surveillance existant dans d'autres instances. Elle s'est référée à ce propos au Comité mixte BIT/UNESCO sur l'application de la recommandation concernant la condition du personnel enseignant et à ses méthodes de travail. Pour elle, cette conception répondait au souci d'efficacité et un tel comité pourrait comprendre des experts de l'Organisation mondiale de la santé et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance qui pourraient s'adjoindre des conseillers juridiques ou d'autres experts, en cas de besoin. La délégation sénégalaise a conclu que, quel que soit le mécanisme d'application établi par la suite, il devrait tenir compte de la spécificité de la catégorie particulière de sujets, objet de la protection de la Convention. Les droits de l'enfant nécessitaient, selon elle, une meilleure connaissance des problèmes de l'enfance en général, dans toutes leurs dimensions et leur nature.

155. Le Président a proposé de constituer un groupe de travail composé des délégations du Canada, de la Pologne, de la Suède et du Groupe informel des ONG sur la rédaction de la convention, pour qu'il soumette au Groupe de travail un texte composite de dispositions relatives à la mise en oeuvre, qui tiendrait compte des vues exprimées par les membres du Groupe pendant le débat sur la question. Le texte unifié qui a été proposé pour l'article 22 était le suivant :

"1. Aux fins de [contrôler l'application des dispositions de la présente Convention] [d'examiner les progrès accomplis par les Etats parties dans l'exécution des obligations qu'ils ont contractées dans la présente Convention], il est institué un comité des droits de l'enfant (ci-après dénomé le Comité).

2. Le Comité se compose de [10-12-15] experts de haute moralité et de compétence reconnue dans le domaine couvert par la présente Convention. Les membres du Comité sont élus par les Etats parties parmi leurs ressortissants et siègent à titre personnel, compte tenu de la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable et la représentation des différentes formes de civilisation ainsi que des principaux systèmes juridiques.

3. Les membres du Comité sont élus au scrutin secret sur une liste de personnes désignées par les Etats parties. Chaque Etat partie peut désigner un expert parmi ses ressortissants.

4. La première élection a lieu dans les six mois qui suivent la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Les élections ont lieu ensuite tous les deux ans. Quatre mois au moins avant la date de chaque élection, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invite par écrit les Etats parties à proposer leurs candidats dans un délai de deux mois. Le Secrétaire général dresse par la suite la liste alphabétique des personnes ainsi présentées, en indiquant les Etats parties qui les ont désignées, et la communique aux Etats parties à la présente Convention.



5. Les élections ont lieu lors des réunions des Etats parties, convoquées par le Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies. A ces réunions, pour lesquelles le quorum est constitué par les deux tiers des Etats parties, les personnes élues au Comité sont celles qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des voix des Etats parties présents et votants.

6. Les membres du Comité sont élus pour quatre ans. Le mandat de [ ] des membres élus lors de la première élection prend fin au bout de deux ans. immédiatement après la première élection, les noms de ces [ ] membres sont tirés au sort par le Président de la réunion.

7. En cas de décès ou de démission d'un membre du Comité, ou si, pour toute autre raison, un membre ne peut plus exercer ses fonctions au sein du Comité, l'Etat partie qui avait proposé sa candidature nomme un autre expert parmi ses ressortissants pour pourvoir au poste ainsi vacant jusqu'à l'expiration du mandat correspondant, sous réserve de l'approbation de la majorité des Etats parties.

8. Le Comité adopte son règlement intérieur.

9. Le Comité élit son bureau pour une période de deux ans.

10. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies met à la disposition du Comité le personnel et les moyens matériels qui lui sont nécessaires pour s'acquitter efficacement des fonctions qui lui sont confiées en vertu de la présente Convention.

11. [Les membres du Comité institué en vertu de la présente Convention reçoivent, avec l'approbation de l'Assemblée générale, des émoluments prélevés sur les ressources de l'Organisation des Nations Unies dans les conditions fixées par l'Assemblée générale.] ou

[Les Etats parties prennent à leur charge les dépenses des membres du Comité pour la période où ceux-ci s'acquittent de fonctions au Comité.]"

Le texte composite pour l'article 23 se lisait comme suit :

"1. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à présenter au [Comité, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies] [Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pour examen par le Comité,] des rapports [sur les mesures qu'ils auront adoptées pour donner effet aux droits reconnus dans la Convention et sur les progrès réalisés dans la jouissance de ces droits] [sur la manière dont ils respectent les obligations qui leur incombent en application de la Convention] [notamment des informations sur l'organe ou les organes nationaux compétents chargés de veiller au respect de ces droits] [et sur l'assistance de la communauté internationale dont ils peuvent avoir besoin] :

a) dans les deux ans à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention pour les Etats parties concernés,

[b] par la suite tous les cinq ans [ou à des intervalles plus longs, selon que le Comité en décidera]

- [b) par la suite, après avoir présenté un rapport initial couvrant toutes les obligations de fond qui leur incombent en application de la Convention, tous les quatre ans ou à des intervalles plus longs, selon que le Comité en décidera. Ces rapports seront présentés par étapes que le Comité fixera dans un délai de neuf mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention :]

Le Comité peut demander aux Etats parties des renseignements complémentaires [et formuler les observations qu'il jugera bon pour les communiquer aux Etats concernés.]

2. Les rapports établis en application du présent article [peuvent] [doivent] indiquer les facteurs et les difficultés [éventuels] empêchant les Etats parties de s'acquitter pleinement des obligations prévues dans la présente Convention [et mentionner les mesures prises pour étendre les droits énoncés dans la présente Convention aux enfants les plus défavorisés].

3. [Dans le cas où des renseignements à ce sujet ont déjà été communiqués à l'Organisation des Nations Unies ou à une institution spécialisée par un Etat partie à la présente Convention, il ne sera pas nécessaire de les reproduire, une référence précise aux renseignements ainsi communiqués suffira.]

[4. Le Comité peut décider qu'un Etat partie qui, au terme du cycle complet fixé pour l'établissement de ses rapports, a rempli toutes les obligations de fond qui lui incombent en application de la Convention, peut se borner à ne faire ultérieurement rapport que sur les modifications (juridiques, administratives et pratiques) ayant des répercussions sur ses obligations, [et] sur [les] [des] questions se rapportant à ses obligations qui pourront lui avoir été indiquées par le Comité et, le cas échéant, sur les facteurs et difficultés qui continuent d'affecter l'application de la Convention.]

Les trois articles ci-après pourront être fondus en un seul article :

5. Le Comité peut inviter les institutions spécialisées des Nations Unies à se faire représenter lors de l'examen de l'application des dispositions de la présente Convention qui relèvent de leur domaine d'activité.

6. Le Comité peut conclure des arrangements avec les institutions spécialisées des Nations Unies et des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social pour qu'elles présentent leurs vues sur l'application de la Convention dans les secteurs qui relèvent de leurs domaines d'activité respectifs.

7. Les institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organisations internationales peuvent soumettre au Comité des rapports sur l'application de la présente Convention dans les secteurs qui relèvent de leur domaine d'activité.

8. Les Etats parties peuvent présenter au Comité leurs commentaires sur toute observation les concernant, formulée par le Comité, ou par les institutions spécialisées ou les organisations non gouvernementales visées au paragraphe [ ].

9. Les rapports sur les activités du Comité sont soumis à l'Assemblée générale tous les [ans] [deux ans]. Ils contiennent toutes observations formulées conformément au paragraphe [ ] et 6 et tous commentaires présentés conformément au paragraphe [ ].

10. Les Etats parties tiennent leurs rapports à la disposition du public.

[11. Le Comité peut, quand il le juge approprié, entreprendre l'étude de questions spécifiques touchant un ou plusieurs articles de la Convention et leur application.

12. A la demande d'un Etat partie, le Comité nomme, s'il le juge approprié, une personne, un groupe ou un organe afin d'aider l'Etat partie à répondre, par une enquête et/ou par l'adoption de mesures, à un souci exprimé par cet Etat partie concernant l'application, sur son territoire, d'une ou plusieurs dispositions de la présente Convention.]

Le Groupe regrette de ne pas avoir eu le temps d'examiner les propositions ci-après concernant la coopération internationale.

[1. Pour promouvoir l'application effective de la Convention et encourager la coopération internationale dans le domaine couvert par ladite Convention, le Comité transmet au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), en tant que principale institution reconnue en la matière, les rapports des Etats parties, en appelant l'attention du FISE sur les demandes d'assistance technique, ainsi que les suggestions, recommandations et observations de caractère général du Comité sur les rapports des Etats parties, accompagnées des commentaires de ces derniers.

2. Le FISE collabore avec les institutions spécialisées, les organes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales à l'élaboration et à l'exécution des programmes d'action en vue de faire progresser l'application des droits garantis par la Convention, en prêtant une attention spéciale aux demandes d'assistance des Etats.

3. Les institutions spécialisées tiennent le FISE pleinement informé des mesures qu'elles ont prises soit en réponse aux demandes des Etats parties, soit dans le cadre de leurs programmes d'action pour faire progresser la pleine réalisation des droits garantis par la Convention, et tiennent compte de l'importance qu'il y a à répondre aux demandes des Etats parties.

4. Les Etats parties à la présente Convention conviennent que l'action internationale à mener pour faire respecter les droits reconnus dans la présente Convention recouvre des mesures telles que la conclusion de conventions, l'adoption de recommandations, l'octroi d'une assistance technique et la tenue de réunions régionales et de réunions techniques aux fins de consultations et d'études, organisées conjointement avec les gouvernements intéressés.

5. Aucune disposition de la présente Convention ne sera interprétée comme portant atteinte aux dispositions de la Charte des Nations Unies et des actes constitutifs des institutions spécialisées qui définissent les responsabilités respectives des différents organes des Nations Unies et des institutions spécialisées s'agissant des questions traitées dans la présente Convention.]"

156. En ce qui concerne la question du financement de la mise en oeuvre de la convention, la délégation des Etats-Unis a proposé le texte ci-après à titre de variante des dispositions sur le financement énoncées dans le texte d'article 22 proposé conjointement par le Canada, la Pologne, la Suède et les ONG :

"[12. Les Etats parties prennent à leur charge les dépenses occasionnées par la tenue de réunions des Etats parties et du Comité, y compris le remboursement à l'Organisation des Nations Unies de tous frais, tels que les dépenses de personnel et coût d'installations matérielles que l'Organisation aura engagés conformément au paragraphe 10 du présent article.]"

### III. Autres propositions

#### A. Nouvel article non numéroté

157. La délégation norvégienne a soumis le projet d'article ci-après concernant la réadaptation des enfants victimes d'exploitation, à insérer à la suite des articles relatifs à l'exploitation déjà adoptés par le Groupe de travail :

"Les Etats parties à la présente Convention prennent toutes les mesures appropriées pour faciliter la réadaptation physique, psychologique et sociale des enfants qui ont été victimes d'une forme quelconque d'exploitation ou d'abus."

158. Ce projet d'article, qui était fondé sur une proposition du Groupe informel des ONG sur la rédaction de la convention, a été appuyé par le représentant du Venezuela, qui a exprimé l'espoir qu'il serait examiné par le Groupe.

#### B. Article 15

159. Le représentant des Etats-Unis a indiqué que dans le cadre de son étude générale du projet de convention, le Gouvernement des Etats-Unis était en train d'examiner certaines des expressions employées dans l'article 15 relatif au droit à l'éducation, et présenterait peut-être un amendement à cet article pour examen par le Groupe de travail à un moment opportun.

#### C. Article 20 (où il est également fait mention des article 1, 2, 4 et 9)

160. Les délégations de la Suède et de la Suisse ont demandé instamment au Groupe de travail de rouvrir le débat sur l'article 20 - adopté par le Groupe en 1986 - relatif à la protection et aux soins à accorder aux enfants touchés par un conflit armé, afin de leur assurer une meilleure protection.

161. La délégation suisse - qui a été la première à prendre la parole au Groupe de travail sur cette question - a appelé l'attention du Groupe sur la résolution IX relative à la protection des enfants dans les conflits armés adoptée par la vingt-cinquième Conférence internationale de la Croix-Rouge en octobre 1986, au paragraphe 7 du dispositif de laquelle la Conférence a

exprimé son appui aux travaux effectués par la Commission concernant la rédaction d'une convention sur les droits de l'enfant, et a souligné que la protection accordée par la nouvelle convention devrait être aussi au moins étendue que celle accordée par les Conventions de Genève et les deux Protocoles additionnels.

162. L'observateur de la Suisse a estimé que l'article 20 ne préservait pas les progrès essentiels qui avaient été accomplis dans le domaine du droit international humanitaire, il s'agissait de sauvegarder les acquis essentiels consacrés dans les dispositions des Conventions de Genève de 1949 et de leurs protocoles additionnels de 1977, qui s'appliquaient aux enfants dans les conflits armés. L'Observateur de la Suisse a demandé instamment au Groupe de travail de ne pas laisser affaiblir les droits existants et de ne pas laisser amoindrir la protection accordée aux enfants dans les conflits armés par les Conventions de Genève et les protocoles additionnels s'y rapportant, et a proposé que le Groupe de travail réexamine la question à sa session suivante, ou au plus tard lors de la deuxième lecture du projet de convention.

163. Le Président a rappelé à l'observateur de la Suisse que l'article 20 avait été adopté l'année précédente avec la participation des délégations de la Suisse et du Comité international de la Croix-Rouge, et a dit qu'il regrettait que l'on n'ait pas fait valoir les idées que l'observateur de la Suisse venait d'exprimer lors de l'adoption de cet article par le Groupe de travail.

164. L'observateur de la Suède a dit que sa délégation avait certaines questions à poser concernant certains articles qui avaient été adoptés, comme par exemple les articles 2, 4, 19, et plus particulièrement l'article 20, dont elle espérait qu'on s'occuperait lors de la deuxième lecture du projet de convention. En ce qui concernait l'article 20, elle considérait qu'il ne manquait qu'une première étape dans les travaux sur la protection des enfants en temps de guerre, il serait donc très utile d'examiner à nouveau l'article à la session suivante du Groupe de travail ou, au plus tard, lors de la deuxième lecture du projet de convention, notamment en ce qui concernait le paragraphe 2, relatif à l'enrôlement dans les forces armées. Le Président a rappelé à l'observateur de la Suède également que sa délégation était présente l'année précédente quand le Groupe avait examiné l'article 20.

165. L'observateur des Pays-Bas a dit qu'il s'associait aux observations qui avaient été faites par les orateurs précédents concernant la nécessité de revenir sur l'article 20 à un stade ultérieur, car la protection accordée aux enfants dans les conflits armés devait être au moins aussi étendue que celle dont ils jouissaient en vertu des Conventions de Genève et de leurs Protocoles additionnels. Il a également souligné les liens qui existaient entre l'article premier et l'article 20 du projet de convention, et a suggéré au Groupe de travail de revoir également l'article premier. La représentante du Venezuela a dit qu'elle s'associait aux observations que les orateurs précédents avaient faites au sujet de l'article 20.

Annexe

Propositions soumises par des délégations d'Etats, autres  
que celles qui figurent dans les parties II et III du rapport,  
qui n'ont pas encore été examinées par le Groupe de travail

Article premier bis

(Proposition soumise par l'Autriche et les Pays-Bas)

"Les Etats parties à la présente Convention n'établissent, dans la fixation de l'âge de majorité, aucune discrimination, notamment en raison du sexe."

Article 14

(Proposition soumise par la Finlande)

Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à assurer à l'enfant le rapatriement effectif de la pension alimentaire de l'étranger. A cet effet, ils favorisent la conclusion d'accords multilatéraux ou bilatéraux et l'adoption de toute autre disposition en faveur du rapatriement de la pension alimentaire.

Article 16, paragraphe 1, nouvel alinéa e)

(Proposition soumise par l'URSS)

"inculquer à l'enfant le caractère condamnable de la propagande en faveur de la guerre et de tout plaidoyer en faveur de la haine nationale ou raciale, qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence,"

Article 24

(Proposition soumise par la Pologne)

"La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats."

Article 25

(Proposition soumise par la Pologne)

"La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies."

Article 26

(Proposition soumise par la Pologne)

"La présente Convention demeurera ouverte à l'adhésion de tout Etat. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies."

Article 27

(Proposition soumise par la Pologne)

"1. La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date du dépôt du quinzième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du quinzième instrument de ratification ou d'adhésion, ladite Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion."

Article 28

(Proposition soumise par la Pologne)

"En qualité de dépositaire de la présente Convention, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats :

a) des signatures apposées à la présente Convention et des instruments de ratification et d'adhésion déposés en application des articles 24, 25 et 26,

b) de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 27."

Article 29

(Proposition soumise par la Pologne)

"L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui en fait tenir une copie certifiée conforme à tous les Etats."

Article 30

(Proposition soumise par la Suède)

"1. Il ne peut être fait de réserves si ce n'est à l'article [premier, 2, 5, 9, 11, 12, 12 bis, 13, 14, 15, 16 et 17]. Ces réserves ne doivent pas être incompatibles avec l'objet ou le but de la présente Convention.

2. Aucune réserve à une disposition de la présente Convention ne peut porter atteinte à une obligation quelconque contractée aux termes d'un autre instrument international en vigueur pour l'Etat partie intéressé."